

ÉDITORIAL

Une fois de plus, nos auteurs et nos dessinateurs ont dû s'adapter aux soubresauts de l'actualité (*en témoignent nos dessins DLC en pages 21-22*).

Et quelle actualité ! Tout d'abord, la victoire électorale inconcevable d'un homme poursuivi par la justice qui devient, à nouveau, le président de la première démocratie et première puissance du monde.

Notre dossier spécial en aborde quelques enjeux géopolitiques et souligne **les fractures béantes des États-désunis** (pp.1 à 7).

À cette occasion, nous sommes fiers de vous présenter **notre première BD Géopoliticus** réalisée avec talent par Faustine Bouchet sur la campagne électorale (en page 2).

Parmi les raisons du retour de Trump à la Maison Blanche, il y a la victoire du cynisme et du machisme dans la vie politique américaine.

Aussi, nous avons voulu dénoncer ce cynisme qui prend les atours du **libertarisme de la Tech** (en page 17) et mettre à l'honneur des **femmes européennes** qui occupent le devant de la scène géopolitique en résistant **face à Poutine** (pp.15 et 16).

Le Moyen-Orient et l'Ukraine sont, hélas, encore à la une de nos préoccupations géopolitiques. Les élèves de spécialité ont mis en exergue les enjeux et les calculs des acteurs de ces conflits (en pages 8-10 et 13-14). L'occasion pour eux d'observer l'évolution de **la guerre qui se fait de plus en plus à distance** (en pages 11 et 12) par des décideurs loin du feu qui touche les civils.

Cela nous fait regretter les affrontements sportifs et pacifiques - quoique toujours géopolitiques - **des jeux olympiques de Paris**, sur lesquels nos élèves reviennent (en pages 18-19). Un peu de softpower dans ce monde de brutes.

Bonne lecture à tous !

Jean-Louis Bonnafous et Pierre Lhuintré
enseignants en HGGSP.

American Global Warming :

Des États-désunis ?



Un dessin de Maële CHOUIN (CPES)

RETOURNEZ



La UNE que vous
auriez pu espérer

**Nos autres dossiers : Europe, Libertariens, Ukraine ...
et tous les dessins de LA VALISE DIPLOMATIQUE EN CARTOONS**

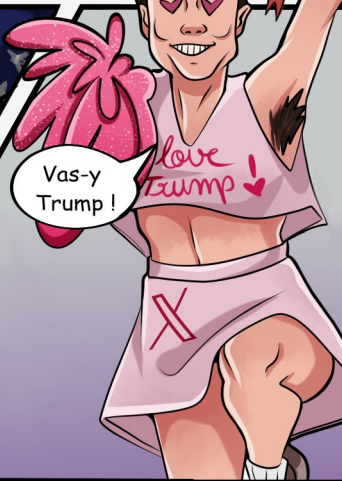
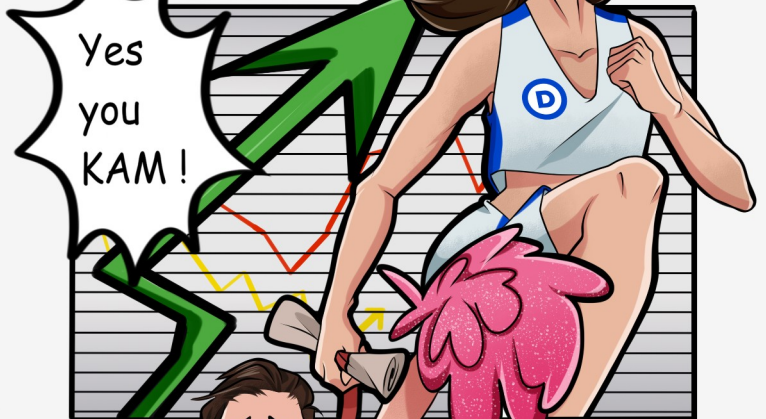
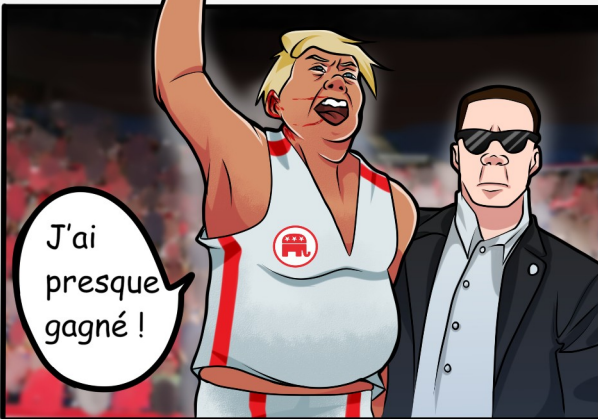
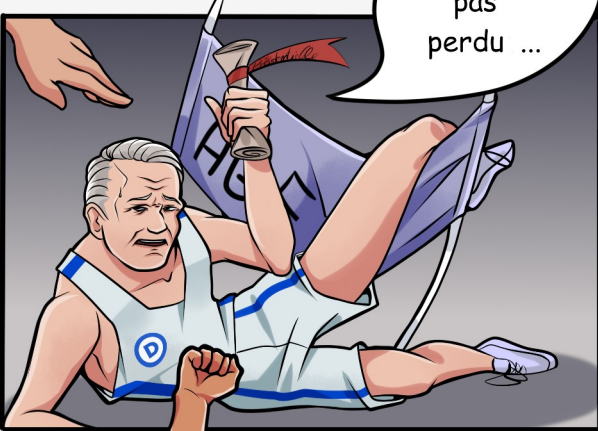
SPRINT ELECTORAL Of Course !

COURSE D'OBSTACLES :

Qu'est-ce qu'on fait déjà ?



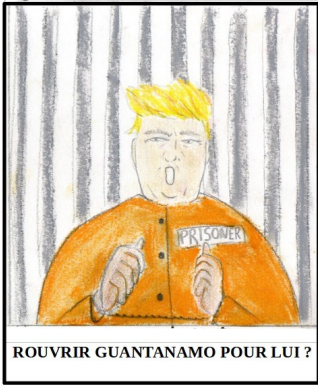
Tout n'est pas perdu ...



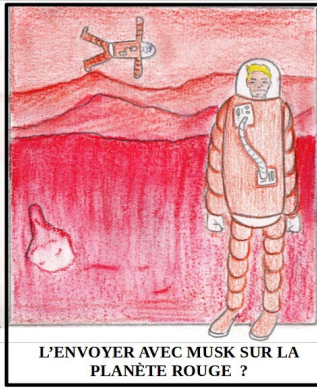
★ ★ ★ ★ Des États-désunis ? ★ ★ ★ ★

Les Américains se sont posé la question :

QUE FAIRE DE L'AGENT ORANGE ?



ROUVRIRE GUANTANAMO POUR LUI ?



L'ENVOYER AVEC MUSK SUR LA PLANÈTE ROUGE ?



L'élire au concours de la citrouille la plus effrayante d'Halloween 2024 ?



Mallaury ALLARD

La victoire de Trump, l'ombre de Poutine

La campagne électorale a montré le jeu sarcastique, misogyne et cynique que jouait Poutine en faveur de Trump. Les relations entre les deux hommes, bien que dénoncées par Kamala Harris, n'ont pas empêché le retour de Trump au pouvoir.

Durant la campagne électorale, Vladimir Poutine a tenté avec succès de semer le trouble par sa déclaration du 5 septembre dans laquelle il annonçait apporter son soutien à Kamala Harris. Le Figaro du 6 septembre montrait le sarcasme et le sourire de Poutine qui mettait en évidence le soutien qu'il apporte à Donald Trump. Son public à Vladivostok ne s'y est pas trompé en s'esclaffant. Les Américains non plus. Selon Merrick Garland, ministre américain de la justice : « les préférences de la Russie n'ont pas changé par rapport à la dernière élection ». Moscou a continué en réalité de pousser le candidat Trump. Des médias ont relayé la déclaration du président russe au premier degré, quand tout semble pointer vers une prise de position visant à valoriser le candidat républicain.

Les dernières déclarations de Poutine avaient même un caractère misogyne : « elle a un rire si expressif et contagieux [...] cela montre qu'elle va bien ». Pour Libération du 8 septembre, le maître du Kremlin pourrait en réalité faire écho aux moqueries qu'a subies la candidate démocrate : « Elles relèvent même d'un clin d'œil évident aux électeurs de Trump, étant donné que ce rire, jugé trop démonstratif, est au cœur de moqueries teintées, notamment, de misogynie, ouvrant la voie aux accusations en hystérie », accusation classique dans le registre de la misogynie.

Mais Kamala Harris, quant à elle, est restée ferme et a affirmé son opposition face au chef du Kremlin, sans succès sur l'opinion publique américaine. La candidate démocrate souhaitait ainsi se différencier de Trump qui a critiqué les investissements engagés dans la défense de l'Ukraine ces derniers mois. L'article du Figaro du 8 octobre rapporte la conflictualité des relations entre les deux personnalités politiques : « Si elle est élue présidente, une rencontre avec le président russe n'aurait pas lieu bilatéralement, sans l'Ukraine ». De plus, Kamala Harris a dénoncé les relations qu'ont entretenues Vladimir Poutine et Donald Trump, y compris après le départ de Trump de la Maison-Blanche. En commentant les révélations du grand journaliste Bob Woodward dans son livre War, selon lesquelles Trump aurait fourni des tests anti-covid à Poutine, la candidate démocrate a fustigé l'admiration que porte son adversaire pour les dictatures et régimes autoritaires. Des déclarations qui selon le Huffpost du 9 Octobre, auraient pu devenir « un argument électoral ». Mais la victoire de Donald Trump est incontestable, malgré la révélation par Kamala Harris des relations étroites entre Trump et le Kremlin. ■ Emma Galy (TG02)

TRUMP vs HARRIS : Chaos créatif ou continuité ?

Deux visions du monde et des relations internationales se sont opposées pendant la campagne électorale américaine.

« Régler les conflits en moins de 24H », tel pourrait s'intituler le programme géopolitique à l'emporte-pièce de Donald Trump : il s'agit pour lui de la toute puissance de l'unilatéralisme. Qu'en était-il du programme de Kamala Harris ?

Les conflits actuels, le rapprochement entre la Russie et la Chine, en somme la politique internationale font partie intégrante des programmes défendus par les deux candidats. Selon Tara Varma, chercheuse en relations internationales, dans Le Monde du 15 octobre dernier, « K. Harris [était] idéalement placée pour créer un lien entre les alliances européennes et asiatiques des États-Unis ». Ce point était conforté par France Inter, le 11 septembre 2024, qui estimait que Kamala Harris proposait une vision traditionnelle et des alliances face aux régimes autoritaires, contrairement à Donald Trump qui méprise les alliances et formule des critiques portant sur « la crédibilité de l'Alliance atlantique ». Selon Varma, il privilégie une logique transactionnelle, « le deal » avec une approche illibérale.

Le Républicain incarne « l'inconnu et le retour du chaos créatif à la Maison Blanche » contre « la continuité et la prévisibilité » de la démocrate qui soutenait l'Ukraine et souhaitait recouvrer un équilibre entre Israël et la « Palestine » dans un cadre multilatéral. Selon l'article web du 11 septembre publié par Le Télégramme, Donald Trump accuse en retour Kamala Harris de détester Israël et se pose en champion de la défense de ses intérêts au grand mépris de ceux des Palestiniens. « Régler les conflits en moins de 24h » en une démarche unilatérale, tel est le projet selon Challenges du 11 septembre 2024, du candidat républicain ■ (à suivre en page 5) Germain TREGARO, Maxence BAZIRE-BOISSEAU et Valentin DOUNIES



BILLET D'HUMEUR : Le chiffon rouge de Trump

En accordant un triomphe à Trump, les électeurs ont choisi l'Amérique du repli sur soi et de la peur.

Donald Trump l'a fait. Avec son verbe haut et ses formules simplistes, il a réussi là où beaucoup pensaient qu'il échouerait : reconquérir une Maison-Blanche, qu'il avait quittée dans l'infamie. Et comme toujours c'est l'immigration qui a été le nerf de sa guerre, « ce vieux chiffon rouge agité devant un électoral avide de réponses simples à des problèmes complexes » (FOG, BFMTV)

Face à lui, Kamala Harris incarnait une autre Amérique : celle de l'ouverture, de l'inclusion et de la diversité. Mais son discours n'a pas pris. Marquée par le bilan mitigé de l'administration Biden-Harris en question migratoire, elle n'a pas su répondre à l'offensive populiste de Trump.

Comme en 2016, Trump a fait de l'immigration son cheval de bataille. Dans ses discours tonitruants il dépeint un tableau apocalyptique farci de fake-news : une frontière en crise, des migrants envahisseurs mangeurs de chiens, des cartels de drogue infiltrant le pays. Il a promis de finir « son mur » entre les États-Unis et le Mexique, de mener « la plus grande opération d'expulsion » de migrants clandestins et de reprendre la politique « Remain in Mexico » qui oblige les demandeurs d'asile mexicains à rester au Mexique en attendant l'étude de leur dossier comme nous l'explique Candice Percheron dans Libération. Le candidat républicain veut en outre rétablir le « Travel Ban », qui interdisait l'entrée sur le sol américain aux réfugiés et aux ressortissants de 7 pays à majorité musulmane. De son côté, Kamala Harris a tenté d'incarner une autre voie. Son message, empreint de compassion et de justice sociale, appelait à réformer profondément le système migratoire : régularisation des migrants installés de longue date, coopération avec les pays d'origine, investissements dans des solutions humanitaires.

L'administration Biden-Harris avait promis de résoudre la crise à la frontière, mais elle s'est heurtée à des obstacles politiques et logistiques. Les camps surpeuplés, les retards dans le traitement des demandes d'asile et la poursuite de certaines politiques héritées de Trump telles que le décret permettant de fermer ponctuellement la frontière avec le Mexique aux demandeurs d'asile en cas d'afflux trop élevé comme l'explique Le Monde ont terni son bilan.

Ce débat, déformé par la démagogie, reflète une crise bien plus profonde : celle d'une nation qui ne sait plus se réinventer. Trump a choisi le repli et la peur. Harris proposait l'ouverture et l'espoir en vain.

Alors, que reste-t-il ? Une Amérique fracturée, unie par rien sinon ses contradictions ■

Llyre Segalen, Martin Bourguine

★ ★ ★ ★ Des États-désunis ? ★ ★ ★ ★

Le spectre de la Sécession hante encore les Américains

La guerre de Sécession hante toujours la population américaine. Un cauchemar ravivé par le climat électoral violent et les fractures qu'il révèle. Avec la polarisation politique que connaît le pays, l'angoisse ne fait qu'augmenter.

La Guerre de Sécession de 1861-1865 entre les États du Nord et Les Confédérés du Sud est toujours une cicatrice géante dans la société américaine. Cette guerre au sujet de l'abolition de l'esclavage aurait fait entre 620 000 et 800 000 morts. Dans les États vaincus, la mémoire de ces événements est entretenue à travers le mythe de « la Cause perdue ». Personne n'ose l'oublier.

En effet, **Le Figaro du 20 Août 2024** rapporte que dans l'Ouest de la Virginie, le général Robert E. Lee est toujours vu comme une figure emblématique, voir un sauveur. Une université porte son nom à Lexington et la chapelle qui abrite son gisant devient un lieu de pèlerinage. « Une génération d'historiens entreprend de réécrire l'histoire de la guerre en faveur des vaincus et [...] et la décrivent comme une deuxième révolution américaine, motivée par la défense des droits des États membres face aux empiétements du pouvoir fédéral [...] en évitant de mentionner l'esclavage » En somme, une guerre d'hommes braves qui voulaient porter leur révolution. Aujourd'hui, il n'est pas rare non plus de voir certaines personnes porter fièrement le drapeau confédéré, comme lors de l'assaut du Capitole en janvier 2021.

Les médias foisonnent d'essais politiques et de films d'anticipation, nourrissant l'angoisse des citoyens américains [voir notre article ci-joint], en ces temps de de polarisation politique.

Des divisions qui ont toujours existé selon **Le Télégramme du 17 août 2024** mais depuis les élections de 2016, l'arrivée de Trump dans la sphère politique et surtout l'insurrection du 6 janvier 2021 au Capitole, il y a eu une déchirure, un fossé encore plus grand entre les partisans des deux parties. « Il est devenu impossible de se réunir et de coexister » témoigne Jessica,



Un dessin d'Emma Galy (TG02)

une habitante du Kansas effrayée par le climat. La radicalisation politique, la désinformation et le populisme incessant n'ont fait qu'aggraver cette division de la population et fait craindre le pire. **Télérama du 17/04/24** fait état d'un sondage publié en 2021 par le think tank conservateur American Enterprise Institute qui indique qu'ils seraient 46% à penser qu'une future guerre civile est probable. « Dans un pays où circulent quelque quatre cent trente-quatre millions d'armes à feu, la perspective d'une insurrection générale prend une tout autre dimension » rappelle le journal.

Les États à majorité républicaine ont aussi tendance à se montrer réticents à suivre la Constitution et les ordres du gouvernement dans leur intégralité et les questions de l'avortement, du financement ou non des guerres en Ukraine et en Palestine, du wokisme et surtout de l'immigration relancent, selon **Le Point du 18 juillet 2024**, des « rêve[s] de partition ». Mais est-ce que de tels rêves pourraient devenir réalité ?

Dans des États du Sud qui sont les plus touchés par l'immigration, l'idée d'une partition grandit. Daniel Miller, le fondateur du Texas Nationalist Movement, est le porte-parole de l'idée d'un Texit, une sécession entre le Texas et le reste du pays. Il propose un référendum, citant le sondage de « Survey USA, selon lequel 66 % des Texans voudraient « texiter ». Ce ne sera pas pour tout de suite.

Le Texas n'a pas les moyens financiers de subvenir tout seul aux besoins de ses habitants. Les États sont dépendants du budget fédéral, ce qui rend l'idée d'une partition impensable en réalité, analyse **Le Point** du 18 juillet 2024.

Des experts, politologues et professeurs de sciences politiques tels que William Howell s'accordent pour dire que la guerre civile n'est pas envisageable. « Un conflit armé de grande ampleur n'est pas à l'ordre du jour » (**20 Minutes**) (18 mars 2024).

La haine politique n'est pas nouvelle rappelle **Ouest-France** du 22/03/24. Roosevelt, Nixon, George W. Bush ou Obama ont subi des torrents d'injures et, souvent, le spectre de la sécession a été agité. Puis la menace est retombée.

Enfin, l'invitation de Trump à la Maison-Blanche le 13 novembre dernier, a montré un Joe Biden décidé à assurer une passation de pouvoir la plus pacifique possible. ■

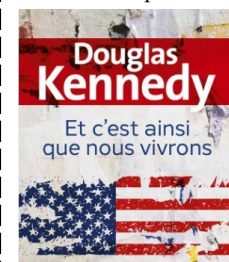
ROSE LIS

Quand l'art anticipe la Sécession

La Guerre de Sécession sera aussi une grande source d'inspiration pour l'industrie du cinéma et la littérature. L'art révèle alors l'angoisse de la Sécession dans la société américaine.



Le film **Civil War** (2024) d'Alex Garland nous plonge dans un futur proche où les États-Unis sont divisés et plongés dans le chaos d'une nouvelle guerre de Sécession. Un article de **Télérama** du 17 avril 2024 nous le présente. Un groupe de journalistes tente de parvenir jusqu'à la capitale pour interviewer le président du pays, qui vient de commencer son troisième mandat présidentiel, alors que les sécessionnistes sont aux portes de la Maison-Blanche. Alex Garland témoigne, estimant « important de montrer la guerre, et de la montrer telle qu'elle est : sale, brutale, amoral ». Une scène glaçante envisage même un « nettoyage civique » entre bons et mauvais Américains. Quant au final -l'attaque de la Maison-Blanche- il est surprenant de réalisme. Garland avoue que, bien qu'il ait commencé à écrire le script avant la tentative de prise du Capitole par les partisans de Trump, « l'événement n'a rien changé au scénario ensuite », bien au contraire. Son film au message pacifiste « peut contribuer à une conversation. Un bon point de départ pour éviter de se taper dessus ».



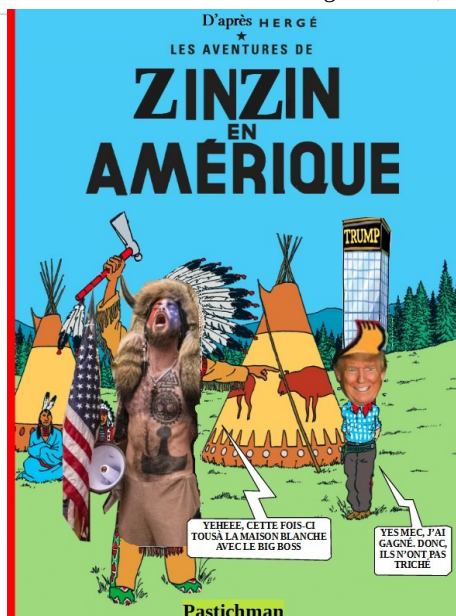
Une autre œuvre, cette fois-ci littéraire, est signé Douglas Kennedy, célèbre écrivain américain.

Son dernier livre, **Et c'est ainsi que nous vivrons**, sorti en 2023, est un « roman d'anticipation » précise-t-il dans **Aujourd'hui en France** le 15 Mars 2024.

Il y prédit une Amérique scindée en deux, décrivant un Sud étant revenu à un conservatisme religieux des plus extrêmes et un Nord libéral et progressiste sous extrême surveillance du gouvernement. Entre les deux, un véritable rideau de fer. Nous y suivons les aventures d'une agente des forces de l'ordre nordiste qui est envoyée chez l'ennemi dans les États du Sud pour une mission qui pourrait changer le courant de sa vie.

Enfin, sur OCS, dans la série **Handmaid's Tale** (6 saisons), des résistants se battent contre une dictature qui veut instrumentaliser la fertilité des femmes.

Rose LIS



Pastichman

Un retour du masculinisme

Au lendemain des élections, on se rend compte que les votes n'ont jamais été aussi genrés aux États-Unis. Une majorité de femmes ont voté pour Kamala Harris, une majorité d'hommes pour Donald Trump. Au cœur des débats, la question du droit à l'avortement.

Pour se démarquer de son rival machiste, Kamala Harris avait posé le sujet de l'avortement au cœur de sa campagne selon **Le Monde** du 4 octobre 2024. En effet selon elle, le droit à l'IVG relève d'un droit essentiel de la femme, un processus médical nécessaire pour les personnes dans le besoin. En face, le camp « de la vie » (pro-life), majoritairement composé de conservateurs, d'hommes et de protestants, désigne l'avortement comme un crime. Ainsi, ils considèrent qu'un fœtus est un humain à part entière qui a le droit à la vie, et qu'il est préférable qu'une femme meure en couches plutôt qu'elle avorte. « *L'avortement met fin à une vie innocente* » affirme Kristan Hawkins, présidente d'un groupe pro-life dans **Challenges** du 3 octobre 2024.

Selon d'autres, cet avis tranché souligne plutôt une appropriation et une objectification du corps de la femme, qui serait conçue uniquement pour avoir des enfants. C'est ce que souligne l'écrivain Marc Levy dans le numéro du 6 octobre 2024 d'**Aujourd'hui en France** : « *Ils ne peuvent les imaginer autrement que comme des porteuses d'enfants* ». Cette idée de femmes réduites sous la

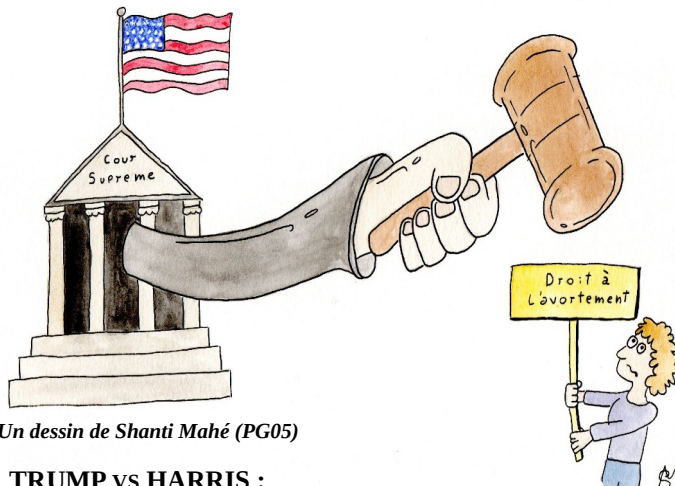
domination masculine semble attrayante pour l'électorat républicain. Elon Musk, ami et supporter de Donald Trump, s'est exprimé ainsi sur X (anciennement Twitter) « *Les seules personnes qui peuvent penser librement sont les mâles alpha de haut niveau* ». Cela insinue une redistribution des rôles genrés dans la société patriarcale. Assiste-t-on à un retour irrévocable du masculinisme ?

Si le camp républicain est réputé pour être anti-avortement, la position de son leader n'est plus aussi tranchée. On se rappelle que c'est grâce à lui que la Cour Suprême est devenue majoritairement conservatrice et a décidé le 24 juin 2022 d'abroger le droit constitutionnel à l'avortement. Or, sa femme elle-même, Melania Trump, est connue pour être en faveur de l'IVG. Elle assure que le choix de l'avortement doit appartenir à la femme : « *Restreindre le droit d'une femme à choisir d'interrompre une grossesse non désirée est identique au fait de lui interdire de contrôler son propre corps* ».

Si lors des débats le républicain a évoqué de nombreuses fois le sujet, il a l'air maintenant plus mitigé. Entre les votes féminins et les votes chrétiens, le dilemme était grand pour lui. **La Croix** du 2 octobre 2024 nous présente un Donald Trump à l'opinion hésitante. En début de campagne, « *il a adopté une position beaucoup plus ferme contre l'avortement que n'importe quel candidat*

républicain avant lui » afin de rassurer ses électeurs chrétiens. Cependant, il a plus récemment abordé le sujet de manière plus évasive et se présente alors comme « *un défenseur des droits reproductifs* ». Si cela a été vécu comme une trahison pour les plus conservateurs, cela a vite été oublié au vu des résultats ■

Marianne Sourbadère et Nora Viau (TG02)



Un dessin de Shanti Mahé (PG05)

TRUMP vs HARRIS :

Sexualité, genre, religion, armes et avortement...

Des libertés en question !

L'élection qui vient de se terminer, à la surprise générale, par la victoire sans appel de Donald Trump le 6 novembre dernier a permis, à travers les programmes des candidats, de mettre en lumière les antagonismes entre deux visions de l'Amérique. En appliquant son programme, Trump va défaire les avancées progressistes de l'administration démocrate.

S'il est un domaine divisant l'Amérique, en tant qu'il est au cœur du débat politique, il s'agit bien du domaine de la liberté individuelle. Les États-Unis sont un pays très marqué par la religion chrétienne que Donald Trump, le candidat républicain, a su mettre au cœur de son programme. L'ex-président affirme, au sujet des LGBT, défendre « *la liberté religieuse* » et la liberté de conscience en affichant son soutien aux

UNE AUTRE FEMME DÉÇUE PAR L'ÉLECTION DE TRUMP



Lady Liberty

commerçants qui ont refusé de servir des clients LGBT au motif de leur « *conviction religieuse* » d'après **Le Monde** du 10 octobre 2024. Ce conservatisme dont fait preuve le républicain est aussi illustré par son souhait d'interdire le sport féminin aux personnes transgenres. La vision de Kamala Harris était diamétralement opposée. La démocrate voulait au contraire promouvoir une loi qui protège les minorités homosexuelles et les transgenres, de toute discrimination à leur encontre. Au dire du **Télégramme** du 11 septembre 2024 « *la protectrice des droits des femmes* », accusait Trump d'« *insulter les Américaines* » en s'attaquant à leurs droits individuels, en particulier le droit à l'avortement. Droit qu'elle voulait rétablir, rapporte **Le Monde** le 10 octobre, en annulant l'arrêt « *ROE VS WADE* », arrêt soutenu par le républicain.

Le candidat qui est soutenu par le lobby influant de la NRA – National Rifle Association - , veut à propos des armes à feu, en étendre le principe, en obligeant par exemple les professeurs à être armés, lui qui est fervent défenseur du 2nd Amendement. Kamala Harris ne désire pas revenir sur le principe mais souhaite au contraire plus de contrôle en bannissant notamment les armes de guerre et veut systématiser le contrôle des antécédents judiciaires et psychiatriques.

Germain TREGARO, Maxence BAZIRE-BOISSEAU et Valentin DOUNIES

OCS UNE SAISON 6 PLUS SOMBRE POUR LES FEMMES dès le 20 janvier

Le retour du Commandant

THE HANDMAID'S TALE
LA SERVANTE ECARLATE

Hard Power : l'armée US à un tournant.

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont toujours été perçus comme la première puissance militaire mondiale. Cependant, face à la montée en puissance de la Chine et à la multiplication des conflits géopolitiques, l'Amérique se voit contrainte d'adapter sa stratégie militaire.

Parmi les enjeux les plus cruciaux, Taïwan, située au cœur des tensions entre la Chine et les États-Unis, représente un exemple marquant de cette adaptation. La Chine, qui considère l'île comme une province rebelle, multiplie ses provocations militaires en menant des exercices à proximité de l'île. En réponse, Washington a renforcé son soutien à Taïwan, notamment par la vente d'armements. Selon Marc Julienne, chercheur à l'Ifri, "Taïwan est un enjeu central pour le Parti communiste chinois et représente la dernière pièce à conquérir pour achever l'œuvre de Mao" (Le Monde, 22 mars 2023). Les États-Unis, tout en renforçant leur présence militaire dans le Pacifique, cherchent à maintenir une stabilité dans la région.

De plus, l'Indopacifique est un autre terrain d'adaptation pour la stratégie américaine. L'ascension de la Chine comme puissance navale et militaire pousse les États-Unis à repenser leur présence dans cette zone. L'accord trilatéral "Aukus", signé en 2023 entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, a permis le développement de sous-marins nucléaires, un moyen de maintenir une pression discrète mais décisive contre l'influence chinoise. "Les États-Unis veulent assurer la paix et la stabilité dans la région indopacifique", ont souligné les représentants de l'alliance dans Le Monde, 23 mars 2023. Ces sous-marins permettent aux États-Unis de conserver un avantage militaire face à une Chine qui se militarise progressivement dans la mer de Chine méridionale.



Dans le domaine spatial, les États-Unis adaptent leur stratégie pour faire face aux menaces croissantes contre leurs infrastructures en orbite. Les forces américaines reconnaissent que "l'espace est désormais un domaine de guerre essentiel, où toute perte de capacité pourrait affaiblir le potentiel militaire des États-Unis" dans Le Monde.

Pour cette raison, l'armée renforce ses satellites de communication et ses systèmes de détection, se préparant à réagir face aux éventuelles attaques de rivaux tels que la Chine ou la Russie. "La montée des ambitions spatiales chinoises, perçues comme une menace, a incité Washington à développer de nouvelles technologies de défense spatiale" rapportent Les Échos le 30 mai 2024. Cette prise de conscience s'inscrit dans une perspective de compétition internationale croissante, où "la militarisation de l'espace devient inévitable, notamment face aux avancées chinoises" et au danger russe.

La crise ukrainienne, quant à elle, montre les limites des capacités d'action des États-Unis. Alors que jusqu'à présent Biden assurait régulièrement que l'appui à l'Ukraine se poursuivrait « aussi longtemps que nécessaire » (« as long as it takes »), depuis quelques mois, il nuance son propos : l'aide militaire à Kiev continuera « aussi longtemps que possible » (« as long as we can »). Un aveu de fragilité pour la puissance américaine. « Les isolationnistes de retour à la Maison-Blanche considèrent que les États-Unis doivent se préoccuper de la protection de leur territoire plutôt que de se mêler des affaires du monde » précise Le Monde des 14-15 septembre 2024. Le budget colossal de la défense avec plus de 886 milliards de dollars reste le plus élevé du monde mais « Washington est sollicité sur bien plus de fronts qu'il ne le souhaiterait ». La multiplication des fronts interroge en profondeur l'organisation de l'armée américaine.

« Ces dernières décennies, le Pentagone a investi massivement dans les technologies de pointe » (bateaux et avions furtifs) mais cela a des coûts. « Le casque d'un pilote de F-35 coûte à lui seul près de 400 000 euros » raconte Bryan Clark, un chercheur du Hudson Institute. En même temps, la modernisation de la dissuasion nucléaire - 1,2 trillion de dollars d'ici 2046- doit se poursuivre pour rester crédible. Enfin, l'armée « connaît des difficultés croissantes de recrutement à cause du niveau scolaire en baisse et du fléau de l'obésité ». Son nombre de soldats -1,3 million- est au plus bas depuis 1940.

L'armée est donc à un tournant. La réélection de Donald Trump l'isolationniste va-t-elle aboutir à un renforcement ou une diminution du Hard Power ? ■ Lilou Potreau (TG09)



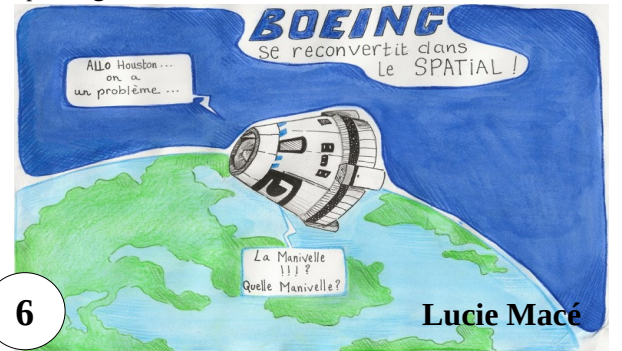
NewSpace US entre exploits et flops

Le nouveau « ministre » de l'efficacité gouvernementale, Elon Musk, veut tailler dans les dépenses publiques. Il oublie que ses succès industriels ont été financés en grande partie avec des commandes publiques. Les entreprises du New Space, comme Space X, sont innovantes mais ont besoin des commandes de l'État. État des lieux entre exploits et flops.

Space X a réussi une prouesse extraordinaire dans la course à l'Espace le 13 octobre dernier : « Space X a ramené pour la première fois l'imposant premier étage de sa fusée Super heavy-Starship sur sa rampe de lancement » explique La Tribune. Un exploit qui représente une « immense claque » pour les Européens car l'Américain est le seul à pouvoir le réaliser. Ainsi, cela donne un avantage à la NASA qui peut ainsi recourir à des fusées réutilisables « pour beaucoup moins cher » et éviter d'en jeter les modules dans l'océan comme Ariane. La NASA utilise aussi les services de Blue Origin de Jeff Bezos, fondateur d'Amazon et éternel rival de Musk. « Jeff Bezos a été sélectionné par la NASA pour fournir un système de transport de fret et d'astronautes dans le cadre du programme Artémis » : l'alunisseur Blue Moon Mark destiné à acheminer des passagers à partir de la mission Artemis, dévoile Science et Vie le 1er novembre 2023. De plus, Blue Origin envoie aussi des lanceurs réutilisables tels que New Shepard. « Conçu pour du vol habité touristique, le système a déjà réalisé six missions avec équipage entre l'été 2021 et l'été 2022 » précisent Les Échos du 20 décembre dernier.

Ces exploits font la démonstration des évolutions technologiques des entreprises privées dans la nouvelle course à l'espace. Cela nous montre l'énorme « coup de boost » que les entreprises privées du New Space ont pu donner à la NASA. Cependant, l'idée d'un New Space totalement privé est à rejeter. « Plutôt qu'une privatisation du spatial, l'émergence du new space témoigne d'une reconfiguration des rapports entre public et privé. Depuis l'abandon du projet de navette spatiale américaine, en 2011, la NASA et le Pentagone ont multiplié les contrats de sous-traitance avec des firmes et start-up aérospatiales californiennes » précise Le Monde du 17 octobre dernier.

Ces acteurs privés sont nombreux à vouloir bénéficier des contrats juteux et de l'ambition spatiale du gouvernement. Boeing s'y est essayé en juin dernier avec son vaisseau Starliner pour rejoindre la station spatiale internationale ISS. Un vrai flop ! Des défaillances du propulseur et des fuites d'hélium sur la capsule ont été détectées au moment de ce vol habité inaugural. Malgré les tentatives du constructeur aéronautique et spatial Boeing de convaincre la Nasa de la sûreté de son appareil, le Starliner, l'agence a donc préféré faire rentrer ses astronautes via le concurrent de Boeing, SpaceX, et sa capsule Crew Dragon. La Tribune du 7 septembre 2024 résume : « Partis pour une mission de huit jours, ils y resteront presque un an ». Cet incident avec la capsule Starliner a tendu les relations entre l'avionneur américain et l'agence spatiale des États-Unis. Pour l'instant, Space X reste le fleuron du New Space américain. L'entrée au gouvernement de son patron Elon Musk devrait le confirmer ■ d'après Ugo Mousset



Un climatosceptique aux manettes, coup de chaud pour la planète

L'élection de Trump soulève des inquiétudes pour l'environnement. Connu pour être un fervent climatosceptique, Trump affiche un programme qui n'accorde aucune place au péril climatique. La défaite de Kamala Harris risque de retarder la mise en place de mesures écologiques urgentes.



Le journal *Science et Avenir* du 18 août 2024 rapporte que la campagne de Donald Trump a été marquée par la diffusion consciente et assumée de fausses informations. De plus, le candidat républicain n'a pas hésité à diffamer sa rivale à propos de ses positions écologiques, en arguant qu'elle voulait "interdire les gazinières et la viande rouge". Cette tactique lui a permis d'obtenir plus de soutien dans les "swing states" (États indécis). Et notamment en Pennsylvanie où l'industrie de l'extraction de gaz schiste par fracturation hydraulique se développe. Selon *La Tribune* du 7 septembre 2024 cette industrie très polluante avait d'abord été condamnée par Kamala Harris, mais elle a changé radicalement de position pour essayer de remporter les soutiens de l'électorat pennsylvanien.

Le journal *Les Échos* du 27 août 2024 révèle que pendant sa conférence à Chicago, les ONG environnementales l'ont accusée de ne pas avoir mentionné l'écologie, considérant les voix des écologistes comme acquises. Elles attendaient "davantage d'engagements" de sa part ainsi que des propositions concrètes. De plus, durant son mandat, son prédécesseur démocrate Joe Biden avait accordé des licences pétrolières et gazières, non sans décevoir les ONG qui le soutenaient. Cependant *Ouest-France* (13 août 2024) mentionne que Kamala Harris restait une source d'espoir importante pour l'environnement. D'ailleurs le choix de nommer Tim Waltz, ambitieux écologiste gouverneur du Minnesota, comme vice-président, lui valut des éloges sur son engagement.

Mais la victoire de Donald Trump ne laisse plus de place au doute, le site *Carbon Brief* estime que son mandat pourrait entraîner "une hausse de 4 milliards de tonnes d'émissions carbone américaines d'ici à 2030" ■

Rozenn Genissel (TG02)

Les enjeux de cette présidentielle pour la planète sont importants. Les États-Unis sont les plus grands producteurs de combustibles fossiles et historiquement les plus grands pollueurs mondiaux avec des émissions de CO2 par habitant deux fois supérieures à la moyenne mondiale.

Selon le journal *Économie & Finance* du 8 août 2024, le pays aurait le budget pour financer une "transition verte" pour la planète. Cependant cet enjeu est loin de faire consensus.

En effet, le nouveau président Donald Trump nie l'existence du réchauffement climatique, comme le clame son slogan « *Drill baby drill* » (fore bébé fore). Lors de l'échange avec Musk sur le réseau social X, le 12 août 2024, Le candidat Trump a ironisé sur le changement climatique, en expliquant que la montée des océans se traduira par « plus de propriétés en bord de mer ». Il compte supprimer les mesures écologiques prises par Biden, et l'IRA : l'*Inflation Reduction Act*, une loi soutenant la transition énergétique, une de ses promesses de campagne. Son mandat précédent a été le témoignage de sa volonté de supprimer l'écologie des préoccupations de l'État : de 2017 à 2021, il avait annulé une centaine de lois en faveur de l'environnement.

BILLET D'HUMEUR :

Le Best of de la nouvelle administration Trump



C'ÉTAIT DONC VRAI CETTE HISTOIRE DE « MALÉDICTION DES KENNEDY »

APPAREMMENT MEC... LÀ, ILS TOUCHENT LE FOND !

La composition de la nouvelle administration est petit à petit dévoilée. En voici quelques pépites :

Une mention honorable avant de commencer : **Mme. McMahon**, ex-patronne du catch américain, aujourd'hui reconvertie en **ministre de l'éducation**. Même avec l'énergie incommensurable qui accompagne les enfants, nous ne pensons pas que se soit une bonne idée d'amener le ring en classe. Mais rentrons maintenant dans le vif du sujet : les palmes d'or de la bêtise !

Dans la catégorie « contradiction », notre lauréat est **Robert Kennedy Jr** ! Assigné au poste de **Ministre de la Santé**, R. Kennedy Jr est antivax. Que fait-il à ce poste si ses connaissances en médecine ne dépassent pas celles d'un collégien ?

Dans la catégorie « désastre », notre candidat est **Chris Wright** ! Assigné au poste de **Secrétaire à l'Énergie**, ce dernier est climatosceptique, pas une surprise quand on connaît le point de vue de Trump sur le sujet. Avec la situation environnementale actuelle, cela risque de tourner au désastre écologique.

Si l'art de retourner sa veste devait avoir un prix, **James David Vance** le gagnerait à coup sur. Ce sénateur républicain pro-armes de l'Ohio, qui a toujours été un fervent anti-Trump, a rallié le candidat controversé suite à l'attentat ciblé dont-il à réchappé en juillet. Cet événement lui aurait apparemment ouvert les yeux. Et afin de rallier de nouveaux électeurs, Trump fait de lui son binôme du ticket présidentiel. Faisant, suite à la victoire Trumpiste, de Vance le plus jeune Vice-président des États-Unis à 40 ans.

L'heureux élu au poste de **secrétaire d'État des États-Unis** (ministre des affaires étrangères) n'est autre que l'ancien sénateur républicain de Floride, **Marco Rubio** à qui nous décernons la palme de l'instabilité géopolitique. On est en droit de se questionner sur la politique étrangère qu'il mettra en place une fois arrivé aux manettes. Sachez que, par exemple, il est opposé à l'apaisement des tensions avec Cuba, rejette l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien ce qui pourrait raviver les conflictualités avec la république islamiste et aurait même proposé de soutenir un coup d'État contre le gouvernement vénézuélien afin d'y installer un pouvoir favorable à Washington. Mieux, Donald Trump a nommé l'animateur télé de Fox News, **Pete Hegseth** au poste de **secrétaire à la Défense**, donc à la tête de la plus puissante armée du monde. Au Pentagone, ils sont sous le choc.

Et enfin, la cerise sur le gâteau, **Elon Musk**, PDG de Tesla et de Space X s'est vu attribué la place d'**Aide à la Gestion Gouvernementale**. Ça promet quand on sait comment il a géré le personnel de Twitter/X (80 % du personnel licencié en 2 ans). Ça risque d'être le gouvernement le plus tristement connu de l'Histoire des États-Unis ■

Rose LIS et Quinten VALLET

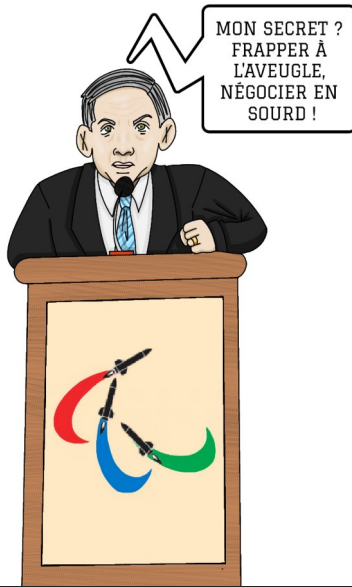
BREAKING NEWS LIVE FLORIDA : RAZ DE MAR-À-LAGO



Un dessin de Quinten Vallet (TG05)



BIBI STRATÈGE PARALYMPIQUE 2024



Dessin de
Filiz Atlikan

BiBi Reset : la recette pour transformer une défaite en victoire

Face à la crise née des attaques du Hamas, le gouvernement israélien a adopté une stratégie « jusqu'au-boutiste », mêlant riposte militaire massive et mobilisation politique qui vise à effacer l'impression de défaite du 7 octobre 2023. tout en remodelant l'ordre régional à son avantage.

Après l'attaque dévastatrice du 7 octobre, qui a exposé les failles des systèmes de sécurité israélien, le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a d'abord cherché à rediriger l'attention vers un ennemi plus vaste et plus menaçant : le Hezbollah, mais aussi l'Iran. Cela a pris la forme d'une escalade militaire, mais aussi, comme le rapporte **Le Monde** du 2 octobre 2024, un changement stratégique plus global. En effet le ministre de la défense israélien, Yoav Gallant, a annoncé un changement de « centre de gravité de la guerre [...] vers le nord », redirigeant les opérations en direction de l'Irak, de la Syrie mais surtout du Liban, « l'axe de la résistance » qui soutient l'Iran. Cela illustre le tournant militaire pris par Israël, cherchant à élargir le conflit et à transformer la défaite en un vecteur de force.

Mais l'offensive militaire n'est qu'un volet de cette tentative de « reset » politique et stratégique. Devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 7 septembre dernier, Nétanyahou a fait une déclaration qui visait à positionner Israël comme un acteur central dans la lutte contre le terrorisme mondial. Peu de temps après, selon **Le Monde** du 7 octobre 2024, un « escadron israélien lâchait plusieurs dizaines de bombes sur un complexe d'immeubles à Beyrouth » et tuait Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, considéré comme une organisation terroriste par l'Occident. Israël montre ainsi qu'il n'est pas seulement en guerre pour sa propre sécurité, mais qu'il combat pour la sécurité mondiale et contre le danger iranien. Ce repositionnement géopolitique vise non seulement à gagner le soutien international, mais aussi à rallier l'opinion publique israélienne, particulièrement après les critiques qui ont suivi l'attaque. Pour l'opinion israélienne, cela a plutôt fonctionné puisque pour une majorité d'Israéliens, Nétanyahou était considéré comme « le principal responsable » de la défaite du 7 octobre d'après **Libération** du 3 octobre 2024. Toutefois, avec les

Israël : l'illusion d'une victoire proche

Aujourd'hui, dans la guerre en Palestine, Israël enchaîne les victoires comme l'élimination récente du chef du Hamas **Yayha Sinouar le 17 octobre 2024, et celle du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah. Cela soulève la question d'une prochaine victoire du pays hébreu. Cependant, la victoire contre le terrorisme reste toujours complexe et très difficile à atteindre.**

Au lendemain du 7 octobre 2023, le discours revanchard de Benjamin Netanyahu s'amplifie contre le Hamas, à la suite du pogrom ayant causé la mort de plus de 1200 victimes. Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu (Bibi) promet l'éradication complète de l'organisation islamiste qui a juré la perte d'Israël. De l'autre côté, les objectifs israéliens face au Hezbollah sont moins importants. D'après **le Monde** du 5 octobre 2024, « l'objectif serait de permettre le retour des quelque 60 000 déplacés du Nord et le retrait de la milice chiite au nord du fleuve Litani ». Nétanyahou continue d'affirmer la puissance de l'État hébreu en déclarant le 30 septembre qu' « Il n'y a pas un seul endroit au Proche-Orient qu'Israël ne puisse atteindre. » (**Courrier international** du 10 Octobre 2024). Les succès actuels semblent l'attester. Au Liban en particulier les explosions de milliers de bipeurs et de talkie-walkies les 17 et 18 septembre derniers, puis l'assassinat du patron du Hezbollah le 27 septembre, la destruction d'une bonne partie du commandement militaire de janvier à aujourd'hui. Enfin celle de l'arsenal de la milice chiite, ainsi que la mort de Yahya Sinouar, chef du Hamas, ont donné aux Israéliens le sentiment d'une puissance retrouvée.

Pourtant, malgré toutes les victoires israéliennes, un an après, le serment de Benjamin Netanyahu se heurte à une réalité

politique : le Hamas, décimé militairement, persiste malgré les bombardements et les offensives terrestres. En outre, « la disparition de Hassan Nasrallah pourrait même être l'occasion pour le Hezbollah de réviser son organisation et de la mettre « en conformité avec les évolutions technologiques » pour se rendre moins vulnérable aux opérations d'infiltration du Mossad (service de renseignement israélien) », estime **Alia Brahimi de l'Atlantic Council** rapporte **L'Orient le jour** du 10/10/24. On se demande donc si Israël accomplira un jour ses objectifs, si les promesses du premier Ministre israélien ne sont pas irréalisables. La porte-parole de l'armée Israélienne, elle, n'est pas convaincue par les propos de Netanyahu en avouant que « L'idée que faire disparaître le Hamas est possible est de la poudre aux yeux » rapporte **Courrier international**.

« A moins d'assumer un état de guerre permanent, les gouvernements israéliens, actuels et à venir, pourront difficilement préserver les gains militaires de ces dernières semaines et de ces derniers mois » explique également **L'Orient le jour**. Enfin, si la vision Israélienne est bancal, c'est qu'une partie des buts de guerre affichés depuis un an sont irréalisables rapporte **Le Monde** du 05/10/24.

Finalement, ces conflits pourraient encore durer car pour Benjamin Netanyahu, la guerre est nécessaire pour se maintenir au pouvoir car le Premier ministre au sein de son pays est contesté, l'opinion publique n'est pas favorable à la guerre mais si elle se termine, Bibi peut être contraint de quitter son poste. Netanyahu a également un mandat d'arrêt international pour des crimes de guerres et crimes contre l'humanité. La Cour pénale internationale est aux aguets. ■

Grégoire Sarfati TG03

assassinats de dirigeants du Hamas et du Hezbollah, il a pu « regagner un peu de crédibilité auprès de sa base électorale et d'une partie de la population ». Il en va de même pour les attaques contre l'Iran car les Israéliens considèrent le régime iranien comme « une menace existentielle ».

Sur le plan interne, cette crise a donc permis à Nétanyahou de renforcer son image de leader de guerre et à détourner l'attention des questions internes. Il est ici question surtout de la libération des otages du 7 octobre qui comme l'écrit **Libération** du 3 octobre 2024, « n'a jamais constitué à ses yeux un objectif prioritaire », voire de sa personnalité « abrasive et clivante » qui a contribué à « fragiliser l'État de droit ». Le Premier ministre a su exploiter la situation pour fédérer les différentes factions politiques et renforcer l'unité nationale face à l'ennemi extérieur. La stratégie de « guerre totale » et de « guerre d'anéantissement » (**Libération du 10 octobre 2024**) a ainsi permis de renforcer son autorité.

Au-delà de l'aspect militaire et politique, Nétanyahou a également mené une guerre médiatique. En contrôlant le récit du conflit, Israël a cherché à s'imposer comme la victime d'une agression mondiale, en présentant le Hamas non seulement comme un ennemi d'Israël, mais comme une menace pour la stabilité régionale et mondiale. Cette stratégie de communication a permis de redéfinir la narration du conflit en mettant l'accent sur la

légitimité de la riposte israélienne tout en minimisant les critiques relatives aux pertes civiles dans les zones de conflit. Ces pertes seraient estimées à « plus de 40 000 morts » à Gaza selon **Le Monde** du 2 octobre 2024.

Cette stratégie « jusqu'au-boutiste » de Bibi Nétanyahou comporte néanmoins des risques considérables. Si elle permet à court terme de solidifier sa position en tant que leader de guerre, elle pourrait aussi, à long terme, aggraver les tensions externes et surtout internes. Le soutien populaire pourrait s'éroder et exacerber les divisions politiques au sein du pays. Pour **Le Figaro** du 1^{er} octobre 2024, « Israël n'a jamais paru aussi fort qu'aujourd'hui » ainsi il faut désormais travailler à « l'établissement d'un environnement de paix [...] autour de l'État juif ». D'autant plus que l'isolement diplomatique d'Israël pourrait se renforcer. Les mandats d'arrêt lancés par la Cour pénale internationale à l'encontre de Netanyahu et de son ministre Yoav Gallant le 21 novembre dernier en sont une preuve de plus. 125 États sur 193 sont prêts à l'arrêter. La stratégie de Benjamin Netanyahu est audacieuse, ses conséquences sur le long terme restent incertaines ■

Tom Boirivant



Processus de Paix au Moyen-Orient :
BLINKEN NE MÉNAGE PAS SES EFFORTS !

Un dessin d'Iness Malki



Blinken, un condensé d'impérialisme policé et d'impuissance diplomatique

Cela me hantera « pour le reste de mes jours ». Tels sont les mots du Secrétaire d'État américain Anthony Blinken connu pour son fort penchant interventionniste, à propos du refus d'Obama d'intervenir en Syrie en 2013 pour protéger la population de son dictateur.

Depuis le 26 janvier 2021, c'est l'habitué des cercles diplomatiques américains Anthony Blinken qui occupe le poste de Secrétaire d'État. Ce qui en fait l'équivalent du ministre des Affaires étrangères français. Il occupe également la première place au sein du « Cabinet », ce qui en fait le principal conseiller du président Biden.

Jusqu'à sa prise de fonction, Blinken était connu pour ses positions interventionnistes. Figure quasi bipartisane et possédant selon le journal communiste **L'Humanité** du 2 décembre 2020 des « convergences avec les plus va-t-en-guerre des partisans de l'ex-président George W. Bush », Blinken a exercé sous les mandats démocrates de Clinton et Obama. Sa consécration arrive avec Biden en 2021. Sa vision du monde pourrait se résumer en une phrase rapportée par **L'Humanité** : « Le rôle des États-Unis est de conduire le monde ». Le secrétaire d'État défend ses positions interventionnistes voire impérialistes selon le journal de gauche. Il s'est illustré par son soutien à l'invasion de l'Irak en 2002, à l'intervention en Libye en 2011 et par son soutien fervent à une intervention armée en Syrie, même si les États-Unis ne participeront pas finalement aux deux dernières, Obama ayant adopté lors de son deuxième mandat (2012-2016) une position moins interventionniste avant l'isolationnisme affirmé de Trump (2016-2020).

Pourtant, depuis son arrivée au plus haut poste de la diplomatie étasunienne, Anthony Blinken joue la carte de la diplomatie et non pas de l'ingérence. Cela est dû à l'impossibilité de recourir à la force dans les deux dossiers qu'il traite en priorité : la guerre au Proche-Orient et les tensions croissantes avec la Chine.

Le premier dossier hautement inflammable, ne peut être réglé à coup d'interventions armées et cela, même Blinken l'a compris. Le magazine **Challenges** (site web) du 2 octobre 2024 nous rappelle qu'il « s'est rendu dix fois dans la région pour tenter, en vain de convaincre le Hamas et Israël de conclure un accord de cessez-le feu », en vain. Ces interventions n'ont que peu d'écho auprès d'Israël, à qui les États-Unis continuent paradoxalement ou cyniquement de fournir 70% de leurs armements. Pas plus auprès du Hamas qui n'a toujours pas relâché les otages retenus à Gaza. Enfin selon le **Monde** du 7 novembre 2023, Blinken doit également faire « face aux critiques des pays arabes », qui ne s'accordent pas avec lui sur les stratégies à adopter.

Détournons-nous de la tourbière orientale pour rejoindre la très agitée mer de Chine. Le représentant de Washington tente d'y apaiser les tensions. Le récent ballet diplomatique qui y a eu lieu a permis à Blinken de renouer le dialogue après le passage de l'ouragan Trump. Malgré tout, la question de Taïwan et des pressions américaines sur l'industrie chinoise reste en suspens, pas totalement remise en cause par l'administration Biden. Avec la victoire de Trump le 6 novembre dernier, quel est l'avenir de l'ambigu chef de la diplomatie américaine ?

Il est très certain que Blinken va retourner dans son cabinet de conseil aux entreprises de l'armement, connu pour son opacité. Et en bon interventionniste qu'il est, il sera fermement opposé à la diplomatie trumpienne, annoncée à nouveau comme isolationniste ■

Quinten Vallet (TG05)

L'ONU dans la ligne de mire d'Israël

Israël intensifie ses attaques contre Gaza et le Liban. Les nombreuses démarches en faveur de la paix de l'ONU semblent gêner les plans israéliens. Des casques bleus ont même été visés.

La FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) a été créée en 1978 pour s'interposer dans le conflit entre Israël et le Liban, tout en veillant à appliquer les résolutions de l'ONU. Elle est composée de 9500 casques bleus. Au Liban depuis 1982, ces derniers sont témoins d'actes violents israéliens au sud du Liban, notamment des tentatives de modifier la frontière entre les deux pays, tout cela a été rapporté à l'ONU, sans qu'elle n'agisse pour autant.

Cette non-réaction n'est pas uniquement rattachée au passé. Dans la nuit du dimanche 13 octobre, la FINUL a été touchée, « Des tirs ont provoqué des fumées qui ont déclenché des irritations cutanées chez une quinzaine de casques bleus » selon **Le Figaro** du 15 octobre 2024. Les Israéliens ont totalement nié les faits, préférant mentir : « Un char qui tentait d'évacuer des blessés a percuté en reculant un poste de la FINUL » déclarent-ils, dans **Le Figaro**. Quelques heures auparavant, Benyamin Netanyahu, premier ministre israélien, demandait à l'ONU de retirer ses casques bleus de la frontière Sud-Liban : « votre refus de retirer les soldats de la FINUL font d'eux des otages du Hezbollah » car « il se sert des casques bleus comme bouclier humain » a ajouté Netanyahu, dans **Le Monde** du 14 octobre 2024.

Plusieurs acteurs extérieurs ont pris parti pour le Liban face à Israël dans cette affaire. La France juge ses tirs inacceptables car ce n'est pas moins de 700 soldats français casques bleus qui sont impliqués. C'est aussi le cas de la première ministre italienne Giorgia Méloni qui utilise le terme de « crime de guerre » dans **Le Figaro**. La FINUL a pourtant demandé récemment une plus grande protection de l'ONU pour les casques bleus qui interviennent au Liban, car il est important de protéger ceux qui assurent une sécurité aux habitants du village dans lequel ils sont déployés.

En Palestine, l'ONU a une autre mission : L'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). Israël accuse cette mission « de collusion avec le Hamas » selon **Le Monde** du 15

octobre 2024. Les autorités israéliennes ont annoncé l'expulsion de l'UNRWA de son quartier général de Jérusalem décrétant sa présence « illégale » dans le même article.

Le président français, Emmanuel Macron a fait remarquer son indignation face au sort infligé aux casques bleus par Israël. Le 7 octobre dernier, il déclarait lors d'un conseil des ministres « le président israélien ne devrait pas oublier qu'Israël a été créée par une décision de l'ONU » dans **le Monde** du 17 octobre 2024. En effet, c'est l'Assemblée générale de l'ONU qui a voté le partage de la Palestine le 29 novembre 1947, permettant ainsi la création d'Israël. Mais Netanyahu n'apprécie pas et sa réponse a été cinglante : « ce n'est pas l'ONU qui a établi l'Etat d'Israël mais plutôt la victoire obtenue dans la guerre d'indépendance ».

Depuis que les forces israéliennes intensifient leur offensive sur Gaza et au Liban, l'Iran est prêt à intervenir dans ce conflit mais ne veut pas généraliser le conflit dans « l'arc des crises ». Les États-Unis sont inquiets devant le risque d'escalade et essayent de dissuader Netanyahu. Pour autant, ils continuent de lui envoyer de nouvelles armes de plus en plus puissantes et utilisent leur droit de veto au Conseil de sécurité pour éviter toute condamnation d'Israël, comme le 20 novembre 2024 pour éviter « un cessez-le-feu » à Gaza. Israël reste au coeur des préoccupations de l'ONU, et cela dure depuis des décennies. ■

Emeline Nivellet et Clara Marangon

FINUL : À MISSION IMPOSSIBLE NUL N'EST TENU





Le Hezbollah

Depuis les attentats du 7 octobre commis par le Hamas et la reprise du conflit israélo-palestinien au Proche-Orient, l'escalade de la violence n'a fait que s'aggraver. Après le Hamas à Gaza, Israël fait face, au sud du Liban, à une organisation politique et militaire le Hezbollah. Quésaco ?

Le Hezbollah se pose en premier lieu en instance de résistance. « L'histoire du Hezbollah débute à l'été 1982, en pleine invasion israélienne du Liban par Israël », selon **Le Monde** du 2 octobre 2024. Créée par le mollah Ali Akbar Mohtashamipur, un proche du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeini, le Hezbollah (parti de dieu), trouve ses racines dans le contexte de la guerre civile au Liban et précisément dans l'occupation israélienne du sud du pays (1982-1990). Occupation qu'il se propose de combattre par l'action terroriste. « *Le Hezbollah ne sort de la clandestinité que le 16 février 1985* », manifeste le présentateur comme « anti-impérialiste, anti-américain et anti-israélien, anti-communiste aussi et enfin anti-capitaliste » dans un monde bipolaire.

Dans un État sans État, le Liban, le Hezbollah se constitue en force politique et sociale officielle. Inspiré par la révolution iranienne de 1979, le Hezbollah ambitionne « d'établir un État islamique au Liban », et de défendre dans un Liban multiconfessionnel les intérêts de la communauté musulmane chiite, rapporte **Aujourd'hui en France** du 5 octobre 2024. Intégré au système politique libanais, participant aux élections législatives, il obtient des sièges au parlement. Le système libanais accorde une représentation aux différentes composantes politiques en fonction du poids démographique des différentes confessions. Ce faisant, le Hezbollah devient aussi un acteur social : « *Il gère des hôpitaux, des écoles et des organisations caritatives, apportant ainsi un soutien aux communautés pauvres* » renforçant sa popularité parmi les populations chiites selon **France culture** le 10 avril 2014.

Organisation paramilitaire puissante, le Hezbollah est, au Proche-Orient, un proxy de l'Iran. Dès ses débuts, l'organisation bénéficie du soutien de l'Iran, qui finance et forme ses membres. Ce soutien iranien a largement contribué à faire de ce dernier une force militaire redoutable et redoutée de Tsahal, surarmée, capable au sein de l'État libanais en faillite de rivaliser avec les forces de l'armée régulière libanaise : selon **Aujourd'hui en France** du 5 octobre, « *Le Liban est en effet enlisé dans une crise politique et n'a pas de président depuis 2022 ... L'État est complètement effondré... L'armée libanaise est donc très faible et très peu incarnée* ». Armé par les mollahs iraniens, le Hezbollah reste un acteur militaire très influent : « *grâce à un arsenal sophistiqué, comprenant des missiles et une structure organisationnelle bien établie, le Hezbollah a démontré sa capacité de résistance dans la guerre qui l'a opposé à Israël en 2006* ».

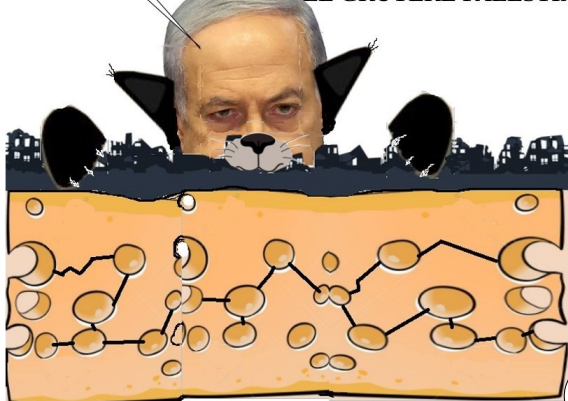
Aujourd'hui, le Hezbollah est le proxy d'un État iranien qui le pilote à distance dans sa lutte contre l'État israélien selon une doctrine stratégique selon laquelle « *la guerre ne doit plus avoir lieu sur le territoire iranien* ». « *L'Iran forme et arme des milices amies dans les communautés chiites du monde arabe-Irak et Liban, notamment pour promouvoir ses intérêts au-delà de ses frontières* », selon Alain Frachon, dans **Le Monde** du 4 octobre. Une doctrine aujourd'hui fragilisée par les lourdes pertes infligées par Israël au Hezbollah.

D'après Enzo Azzopardi et Louise Mourguet

Tunnels du Hamas et du Hezbollah :

NETA MIAOU VEUT DÉRADICALISER

LE GRUYÈRE PALESTINIEN



Israël : au mépris du droit ?

Israël, un État fondé par le droit international incarné par l'ONU en 1947, écrase en toute impunité ce dernier depuis plusieurs années déjà. La riposte engagée à Gaza contre les attentats d'octobre 2023 en est l'illustration.

« Israël agit au plus grand mépris du multilatéralisme, agissant comme dans une partie de « Monopoly » où tout serait désormais permis » se désole Monique Chemillier Gendreau, experte en droit international, dans **L'Humanité** du 10 octobre 2024. Fondé le 29 novembre 1947 par le plan de partage de la Palestine élaboré par le comité des Nations unies (UNSCOP), l'État d'Israël naît officiellement en 1948 ; il rejoint l'ONU la même année en s'engageant à respecter le droit international balbutiant qui autorisait son existence. Aujourd'hui, selon **L'Humanité** du 18 octobre 2024, l'État hébreu représente « une menace pour la paix et la sécurité ».

« *Le gouvernement de Benjamin Netanyahu se comporte comme un incendiaire fou au Moyen-Orient, tandis que les États-Unis et les pays de l'Union européenne continuent de le couvrir, de le soutenir et de l'armer jusqu'aux dents* » déplore ce même article. Hala Abou Hassira, ambassadrice palestinienne en France, souligne que le « *risque de génocide à Gaza, dénoncé par la Cour internationale de Justice, témoigne de la violence d'Israël et de l'inaction de l'ONU* » alors même que l'organisation comptabilise quelques « *400 000 personnes assiégées* », selon **L'Humanité** du 7 octobre 2024. Au Liban, avec plus d'un million de personnes déplacées, la situation est devenue catastrophique depuis les frappes israéliennes du 4 octobre.

Des infrastructures vitales sont détruites, mettant en péril les civils et le personnel soignant déjà en difficulté. Un porte-parole de l'ONU souligne dans **Le Figaro** du 11 octobre 2024, que « *les hôpitaux deviennent des victimes collatérales* » d'une violence israélienne qui cible aussi les bases de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul), rapporte **Le Monde** du 15 octobre : « *Les soldats*

israéliens ont également tiré sur une position de l'ONU à Ras Al Naqoura, touchant l'entrée du bunker où des casques bleus avaient trouvé abri et endommageant des véhicules et des systèmes de communication ». L'objectif étant de contraindre l'ONU à retirer ses forces de la zone dans laquelle Israël combat le Hezbollah. Lequel est pour mémoire aussi combattu par des pratiques terroristes, à l'image des assassinats ciblés à Téhéran, rappelle **L'Humanité** (17/10/24).

Certains pays européens, dont la France, dénoncent les actions d'Israël qui constituent à leurs yeux une « *grave violation du droit humanitaire international* », à commencer par la violation de la souveraineté de l'État libanais. D'après **Le Figaro** du 11 octobre 2024, des observateurs internationaux arguent que « *les tirs prétendument ciblés sont une menace pour les civils et pour le personnel humanitaire* ». L'ONU, censée garantir le droit, fait la démonstration de son impuissance et ne peut sanctionner Israël en raison du veto américain, rapporte **L'Humanité**. Pour l'instant, « *c'est la règle du plus fort qui prévaut* », mais la Cour internationale de Justice dispose de leviers potentiellement contraignants, souligne l'auteur de l'article. La reconnaissance d'un « *État de Palestine par la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, pourrait marquer un tournant dans la guerre* », en rappelant à l'État israélien ses obligations en regard du droit international, concède aussi Monique Chemillier Gendreau.

L'État d'Israël, constitué en une démocratie visant à protéger un peuple qui ne l'avait pas été, au nom d'une lutte présentée comme existentielle et à la faveur d'un gouvernement jusqu'aboutiste intégrant l'extrême-droite, semble aujourd'hui s'éloigner durablement du droit humanitaire et du multilatéralisme, et renier ainsi ses propres fondements ■

Par Harmony Huet, Pauline Fortin & Sarah Morel



Moyen-Orient : laboratoire de la guerre ?

Au Moyen-Orient l'évolution de la guerre hybride a connu un tournant. De plus en plus d'innovations technologiques sont utilisées. Drones et bipeurs font notamment partie de ces innovations.

Dans le conflit actuel entre Israël, le Hamas et le Hezbollah, des armes fantômes sont utilisées. En effet, **Le Figaro** du 16 novembre 2023 signale que certains Gazaouis ont été témoins de l'utilisation de drones snipers, qualifiés de « fantômes » car ils sont discrets et rapides dans le ciel. Dans **Le Figaro**, les médecins de Gaza racontent : « Nous avons traité plus de vingt patients touchés au torse ou au cou par des drones israéliens quadcopter volant à basse altitude ». Tsahal, l'armée israélienne, utilise souvent ces appareils téléguidés depuis 2018. Ces armes sont capables de lancer des grenades lacrymogènes sur des manifestants palestiniens. Les drones sont devenus des outils qui ont modifié le champ de bataille. La société israélo-américaine qui vend ces drones à Tsahal le reconnaît : ils ont « révolutionné la façon dont les opérations militaires sont exécutées » et permettent de « minimiser les pertes de personnels militaires ».

Plus au nord, au Liban, Israël a décidé d'innover contre son ennemi mortel, la milice Hezbollah. Des centaines de bipeurs et de talkies-walkies piégés par le service secret Mossad ont explosé au Liban le 17 et 18 septembre derniers. Cette attaque a causé 39 morts et 3000 blessés. Elle visait les membres de la milice chiite, soutenue par l'Iran, qui a juré la perte d'Israël.

Libération du 25 septembre 2024 explique que « la marque de fabrique d'Israël est non pas la

capacité technique à mener une telle action, mais la simple audace et volonté politique d'en assumer les conséquences, corrélées à une forme d'impunité sur la scène internationale ».

Cette attaque montre que les guerres deviennent de plus en plus hybrides. **Courrier International**, du 2 octobre 2024 les définit « comme une forme de guerre qui mêle les combats conventionnels sur le terrain et les opérations dans le cyberspace et dans la sphère informationnelle ». Les guerres hybrides sont souvent employées par les acteurs non conventionnels, comme des groupes terroristes, dans des conflits asymétriques. Finalement, « la guerre ne se livre plus seulement sur les champs de bataille ».

De nombreux membres du Hezbollah attaqués étaient des réservistes, le droit international soulève la question de légitimité à cibler « des combattants quand ils ne sont pas dans leurs fonctions militaires ». Le droit de la guerre indique que la légitimité d'une frappe est régie par « deux principes cardinaux : la distinction entre civils et combattants, et la proportionnalité ». La question de la légitimité des attaques d'Israël et de leur intensité se pose donc.

Pour la chercheuse Amélie Férey, spécialiste de l'éthique militaire citée par **Libération**, l'offensive lancée contre les moyens de communication du Hezbollah « s'apparente à un assassinat ciblé de masse, qui brouille les notions de distinction entre civils et combattants », en somme « un renoncement au droit international » ■

Maya Troalen et Luna Boireau

Game of Drones



Un dessin de Rose Lis (TG08)

Pluie de missiles en Ukraine : le bouquet final ?

Deux ans après de début de l'invasion russe, à quelques jours de l'investiture de Donald Trump, les belligérants semblent intensifier et diversifier l'usage des missiles.

Le conflit qui oppose l'Ukraine à son agresseur russe est parvenu à une phase d'intensification des bombardements. L'élection de Donald Trump et l'arrivée de soldats nord-coréens constituent peut être un tournant. Chacun exploite le potentiel de son arsenal pour gagner des avantages. Mal en point, les Ukrainiens attendent de l'aide. Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, explique que les Occidentaux « traînent » sur l'importation de missiles à longue portée pour l'aider à faire face à la Russie. Il souhaite s'attaquer aux « bases aériennes russes » rapporte le journal **La Dépêche du Midi** du 4 octobre 2024. Mais elles sont éloignées.

Dans ce conflit, Moscou a inauguré l'emploi d'« une autre technologie militaire, dans laquelle son industrie, avec celle de la Chine, est supposée être en pointe : les armes hypersoniques » volant en zigzag à Mach 6, soit six fois la vitesse du son, donc réputées invincibles. Mais l'arme « aurait fait un flop » selon le site **GEO** du 20 novembre 2024. En effet, « plusieurs missiles russes Kinjal auraient été détruits par le système de défense antiaérienne Patriot » depuis le début de la guerre en Ukraine rapportait **20 minutes** le 3 janvier 2024.

En attendant les missiles à longue portée occidentaux, l'Ukraine a utilisé ses drones-missiles en essaim de cent appareils. **Le Monde** du 18 Septembre 2022 rapporte qu'« une

série d'explosions puissantes ont détruit un vaste dépôt de munitions dans la région russe de Tver, mercredi 18 septembre. L'arsenal n° 107 de l'armée russe se trouve à 500 kilomètres au nord de la frontière ukrainienne et entrepose 240 tonnes de munitions. Les explosions ont été si puissantes qu'elles ont été détectées par des systèmes de surveillance sismique.

La question sur les missiles à longue portée pour l'Ukraine étant « délicate », Joe Biden, président jusqu'au 20 janvier prochain, a longtemps hésité. Le Pentagone explique également que le pays « disposerait d'un nombre trop faible de missiles ». Mais finalement, « Joe Biden, après plusieurs mois de demandes pressantes, a donné son accord à Zelensky pour utiliser les missiles américains ATACMS, d'une portée de 300 kilomètres, contre la Russie » selon **Le Figaro** du 17 novembre 2024.

De plus, selon **La Dépêche du Midi**, la France pense mettre « à disposition des « Scalp », des missiles capables de toucher une cible à près de 500 kilomètres de la zone de lancement ».

Face à ces missiles, Vladimir Poutine brandit à nouveau la menace atomique et a tiré le 21 novembre un missile intercontinental, normalement réservé à des charges nucléaires, en guise d'avertissement ■

Faustine Bouchet TG01





I.A et guerre :

un mariage de déraison ?



Que ce soit en Ukraine ou à Gaza, l'intelligence artificielle est un nouvel acteur qui devient majeur dans les conflits. Elle pourrait à terme neutraliser toute une armée.

Aujourd'hui, plusieurs États développent des programmes impliquant l'intelligence artificielle dans les conflits car « l'IA militaire bouleverse l'art de la guerre » titre **Le Figaro** du 27 décembre 2023 qui précise : « l'IA est utilisée sur le champ de bataille pour accroître les capacités de ciblage ou de prise de décision du commandement. Le potentiel est vertigineux ».

Depuis les attentats du 7 octobre 2023 dans la bande de Gaza, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, semble considérer l'enclave comme un terrain d'expérimentation à grande échelle. En effet, depuis ce jour, l'armée israélienne utilise un logiciel nommé "Habsora" permettant de produire des cibles à un rythme rapide en améliorant le renseignement grâce à l'IA. L'objectif de ce logiciel, selon **Le Monde** du 6 décembre 2023, "est d'agréger des masses de données dites hétérogènes, pouvant provenir à la fois du renseignement spatial, de captation de conversations téléphoniques, ou de simples observations visuelles". Néanmoins, cet usage demeure inédit dans le cadre de la guerre entre Israël et le Hamas. Cela s'inscrit dans la continuité de ce que produit Tsahal, l'armée israélienne, depuis plusieurs années en analysant un grand nombre de données concernant des milliers de Palestiniens et en ciblant leurs immeubles. Selon **Le Figaro** du 4 décembre 2023 "Sans l'IA l'armée israélienne ne serait pas en mesure de choisir pertinemment des centaines de cibles à frapper chaque jour".

Dans la guerre qui la touche depuis le 24 février 2022, l'Ukraine est devenue, depuis le 24 février 2022,

un eldorado où l'on observe un grand nombre d'algorithmes permettant aux drones kamikazes de trouver leurs cibles et d'identifier les soldats russes de manière plus facile selon Kiev. Ainsi, Vladimir Poutine a réclamé la création d'armes utilisant l'intelligence artificielle. Cette guerre est aussi un terrain d'expérimentation sur l'IA de la part des belligérants. Pour le général de l'armée de l'air Eric Autellet, « l'IA transforme les paradigmes traditionnels de la guerre » (**Le Monde**, 31 janvier 2024)

Pour relever ces défis, la France, forte de son excellence académique dans le domaine de l'ingénierie, possède un vivier de compétences mondialement reconnu et d'entreprises de pointe. Selon **Les Échos** du 28/08/2024, l'entreprise Thales qui emploie 600 chercheurs et ingénieurs dans l'IA compte fortement accélérer son utilisation dans la défense. Plus de 40 brevets liés à l'IA ont été déposés en Europe l'an dernier. Les principaux développements se font sur les radars, sonars, communications radio, centres de commandement et de renseignement, centre de contrôle aérien. Thales a également un contrat avec l'armée de l'air pour mettre à jour les systèmes optroniques de désignation des cibles, avec de l'IA embarquée dans les avions de chasse.

La question qui a toujours hanté les États-majors est celle de l'autonomie de l'IA. Verra-t-on un jour des robots-tueurs autonomes ? Pour l'instant aucun pays utilisant l'IA dans les guerres n'a franchi le pas selon le **quotidien espagnol ABC**. Dans la Marine, « les sous-marinières sont inquiets. La dissuasion repose sur le caractère indétectable de leurs navires ». L'IA serait capable à terme de détecter tout engin. Quid de la dissuasion ? (**Le Figaro**)

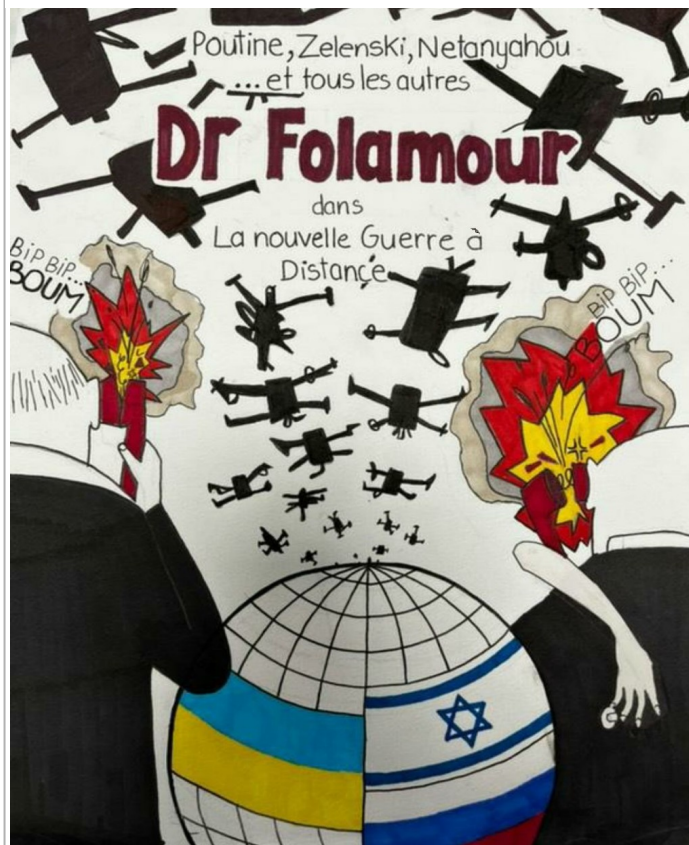
L'IA n'a pas fini de remettre en question la façon de faire la guerre ■

Lyam Boeda et Mathieu Delorière (TG08)

S'adapter aux essaims de drones et à l'IA

Si les drones ne sont pas nouveaux sur les champs de bataille, notamment pour les assassinats ciblés de cibles terroristes dans les années 1990-2010, l'« utilisation des drones armés par salves ou en essaim, parfois de façon kamikaze, a été constatée dans plusieurs conflits récents, comme en Libye et dans le haut-Krabakh » constate **Le Monde** du 18 juin 2021. Il s'agit d'obtenir la saturation de défenses adverses pour percer un dispositif ou se protéger. Pour le chercheur Louis Gautier de Paris I-Sorbonne, « les drones vont révolutionner la nature des conflits [...], c'est une arme du pauvre qui va engendrer des guerres asymétriques technologiques » car ils ne sont pas faciles à détecter par les radars. Surtout, « demain, grâce à l'IA, les drones rempliront des missions autonomes ou en mode collaboratif avec le combattant ».

L'Armée française a mis du temps à s'équiper en drones de combat, pas avant 2017 et en fusils antidrones pour la défense. Mais face aux essais de plus de 100 drones, on cherche la parade la plus efficace : « minidrones cuirassés, brouillage de la 4G / 5G ... ». En mer, les drones se multiplient. L'entreprise française Naval Group « travaille sur de futurs appareils autonomes. Chaque nation aura une armadrone » (**Les Échos**, 9 octobre 2023). On assiste alors « dronisation du combat naval »■



Un pastiche de l'affiche du film de Stanley Kubrick dessiné par Jade BONNEAU

DANS LA MACHINERIE DE GÉOPOLITICUS

Ont contribué à ce numéro **Emmanuel Pouget** (HGGSP) et **Fabrice Mignonnaud** (Arts Pla) en encadrant leurs élèves volontaires ; **Ingrid Ghilardini** et **Nadine Defaye** pour leurs relectures impitoyables ; **Aurélia Sennane**, **Jean-Hugues Heurtebize** et **François Saumoneau** pour leurs avis et conseils sur la production graphique ; **Laurent Lamoureux** pour ses conseils linguistiques. Qu'ils en soient tous remerciés !

Pierre Lhuintre et Jean-Louis Bonnafous



Paix en Ukraine : qui doit négocier quoi ?

L'Ukraine et la Russie parviendront-elles à engager un processus de paix ? Aucun dialogue ne permet de l'espérer pour l'instant. Mais l'élection présidentielle américaine peut accélérer les événements.

"Sommes-nous prêts à négocier avec eux ? Nous n'avons jamais refusé", a déclaré moqueur Vladimir Poutine le 5 septembre dernier lors d'un forum économique à Vladivostok, ajoutant que la Russie était prête à des négociations avec l'Ukraine, sur la base des pourparlers du printemps 2022 rapporte **France Bleu (05/09/24)**. Quelles sont ces bases de pourparlers ? Selon Poutine, un accord avait été trouvé au printemps 2022 mais n'a jamais été rendu public, ce que dément le président ukrainien Volodymyr Zelensky.



En parcourant les déclarations de Poutine, plusieurs conditions semblent s'imposer : Le chef du Kremlin estime que la conquête du Donbass est la priorité numéro 1, que l'Ukraine doit « renoncer à son ambition de rejoindre l'Otan et lui céder les quatre régions ukrainiennes qu'il revendique en plus de la Crimée [déjà annexée en 2014] ».

De son côté, Zelensky a présenté son « plan pour la victoire » à Joe Biden et Kamala Harris le 26 septembre dernier à Washington, espérant pouvoir le présenter à Trump. Mais ce jour là, Trump déclarait : « Nous continuons de donner des milliards de dollars à un homme qui refuse de conclure un accord, Zelensky » relate **Le Monde** du 27 septembre 2024 en rappelant la promesse du milliardaire « de trouver une solution à la guerre en vingt-quatre heures ».

Zelensky a aussi présenté son « plan de victoire » en cinq points aux Européens, le 17 octobre 2024, sans ambiguïté : « L'Ukraine veut vaincre. ». Le premier point, sans surprise, concerne l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan (**Le Point**). « Nous avons besoin d'une invitation claire et rapide à rejoindre l'Alliance », a martelé Zelensky. Les Européens sont divisés sur ce point, certains préférant attendre la fin du conflit. Le second point, concerne l'utilisation d'armes occidentales « à longue portée » contre des cibles en territoire russe. Les Allemands sont réticents. Le troisième point vise à accroître les sanctions contre la Russie.

Le quatrième point concerne la reconstruction de l'Ukraine. Zelensky dit que les Européens devraient payer car « c'est un investissement pour l'avenir de l'Europe » mais Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, estime que c'est à la Russie de payer. Enfin, le cinquième point concerne le cessez-le-feu : l'Ukraine a besoin de la « garantie américaine » qu'il ne se fera pas à ses dépens.

Or, l'élection de Trump le 5 novembre dernier semble affaiblir ce dernier point. « Des collaborateurs de Donald Trump ont d'ores et déjà laissé entendre qu'en cas de victoire, ils utiliseraient l'aide américaine comme levier pour forcer Kiev à faire des concessions territoriales » confie **Radio France Internationale** le 20/09/2024 ■

d'après Laura Bouwmans (TG06)

Le retour de Trump, « coup de massue » pour l'Ukraine ?

Les Américains ont tranché ! Donald Trump sera à la maison blanche le 20 Janvier 2025 pour effectuer son second mandat. Ces résultats n'ont pas seulement un impact sur les États Unis mais aussi sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Après ces résultats, l'Ukraine fera face aux décisions et aux opinions de Donald Trump. Il est probable que le sort de l'Ukraine aurait été différent si Kamala Harris avait été élue. En effet, le président Ukrainien Zelensky a lui-même apporté son soutien à Kamala Harris ancienne vice-présidente de Joe Biden. Elle a déclaré que « Les E U ne peuvent pas et ne doivent pas s'isoler du reste du monde. L'isolement n'est pas une isolation ». Cette déclaration est toujours dans la continuité de la politique installée par Joe Biden, qui met en avant la diplomatie et la coopération, rapporte **Le Monde** du 28 septembre 2024.

Donald Trump ne souhaite pas adopter une politique tournée vers l'extérieur, il a critiqué à plusieurs reprises le budget fourni par les États Unis afin d'aider l'Ukraine, nous informe **Le Monde** du 24 septembre 2024. On peut donc supposer qu'une fois l'arrivée de Trump au pouvoir, l'Ukraine recevra moins d'aides financières et d'appui politique de la part des États-Unis.

En effet, Trump souhaite un retour à une

politique plus « isolationniste » et « protectionniste ». Il est aussi possible d'affirmer que Donald Trump possède des bonnes relations avec Vladimir Poutine. Il pense qu'il pourrait « résoudre ce conflit en 24 heures » par une simple négociation avec Vladimir Poutine. Il affirme même que s'« il avait été au pouvoir, cette guerre n'aurait jamais existé » affirme **France Inter** le 23 Juillet 2024. Son second mandat s'annonce encore plus « imprévisible » que le premier, il aurait même « une revanche » à prendre selon **Le Figaro** du 12 septembre. Reste à savoir laquelle ?

Pour Zelensky et l'Ukraine, les choses auraient pu s'améliorer. C'est grâce aux efforts de Kamala Harris que les États-Unis avaient accusé la Russie de crime contre l'humanité envers l'Ukraine ajoute **France Inter** le 23 juillet 2024.

Elle a d'ailleurs discuté à plusieurs reprises avec le président ukrainien, notamment à la conférence de sécurité de Munich le vendredi 16 février 2024. Elle aurait « promis une aide significative de 1.5 milliards de dollars pour le secteur énergétique Ukrainien en plus de 379 millions de dollars d'aide humanitaire » explique **France 24** en juillet 2024. Les urnes américaines en ont décidé autrement.

■ Lila Vergneaud et Valentine Vye-Deloffre

Un soutien militaire à l'Ukraine qui s'essouffle

L'élection de Trump peut inquiéter Zelensky : le futur président des États-Unis a annoncé durant sa campagne une probable suspension de l'aide militaire. De plus, les autres pays ne souhaitent pas rester seuls alliés de l'Ukraine. Le soutien militaire et diplomatique est au cœur de la guerre russo-ukrainienne depuis février 2022. Il pourrait désormais en déterminer l'issue : l'arrêt ou la poursuite dans une guerre « globale ».

Début octobre, le président ukrainien effectuait une mini-tournée européenne pour « inverser le rapport de force à ce jour favorable aux Russes et contraindre Vladimir Poutine à entamer un jour des négociations » rapportait **Le Monde** du 12 octobre 2024. La France s'y engageait à assumer sa part de l'effort et « à former une brigade » : des soldats formés et dotés de différents matériels selon **Le Figaro** du 8 octobre 2024. L'Allemagne, qui traverse une crise économique et politique, vient de diviser par deux son budget militaire consacré à l'Ukraine. **Le Monde** du 12 octobre 2024 explique qu'Olaf Scholz souhaite « mobiliser les avoirs russes gelés plutôt que le budget fédéral » mais redoute « une escalade avec Moscou ». En Italie, Georgia Meloni a elle aussi, des difficultés pour envoyer de l'aide à l'Ukraine, « les élus de la Ligue ont voté contre la résolution [...] sur l'aide à Kiev ». Pour finir, l'Angleterre de Keir Starmer a autorisé l'usage des missiles à longue portée, même sans le soutien des États-Unis. **La Dépêche** du 4 octobre 2024 indique que « Kiev attendrait seulement le feu vert » pour « faire basculer le conflit ». Le feu vert américain est arrivé le 17 novembre dernier avec les missiles ATACMS [voir en page 11]. Pour Poutine, cela indique un changement « de la nature même du conflit et ferait ainsi entrer l'OTAN en guerre contre Moscou ».

L'OTAN, troisième soutien militaire après les États-Unis et les États Européens, réaffirme à travers son nouveau secrétaire Mark Rutte, son aide à l'Ukraine. Pour lui, il faut « dépasser les 2 % [consacrés aux dépenses militaires] du PIB fixés comme seuil par l'OTAN il y a 10 ans » rapporte **Le Figaro** du 1er octobre 2024. Seuls 23 des 32 pays de l'Alliance ont atteint cet objectif économique alors que « l'avenir de l'Ukraine se trouvait dans l'OTAN » avait indiqué l'ex-secrétaire de l'OTAN.

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis inquiète « Kiev, qui dépend pour sa survie de la poursuite du soutien militaire » rappelle **Le Maine Libre** du 2 octobre 2024. Le républicain « critique l'aide accordée à Kiev, et prétend pouvoir régler le conflit en vingt-quatre heures ». **Le Figaro** du 1er octobre 2024 ajoute que Donald Trump « pourrait fissurer la position de résistance à la Russie, notamment parmi les gouvernements dominés par des partis populistes » voire les inciter à « passer un accord avec Vladimir Poutine aux dépens de l'Ukraine » renchérit François Heisbourg dans **Le Figaro** du 2 octobre 2024 ■

Manon Prod'Homme



Ursula 2.0 et ses YesMen à la tête de l'UE



Leader déterminée et incontournable en Europe depuis 2019, Ursula von der Leyen, s'est affirmée comme une femme au caractère bien trempé. Elle est aujourd'hui renouvelée à la tête de la commission européenne.

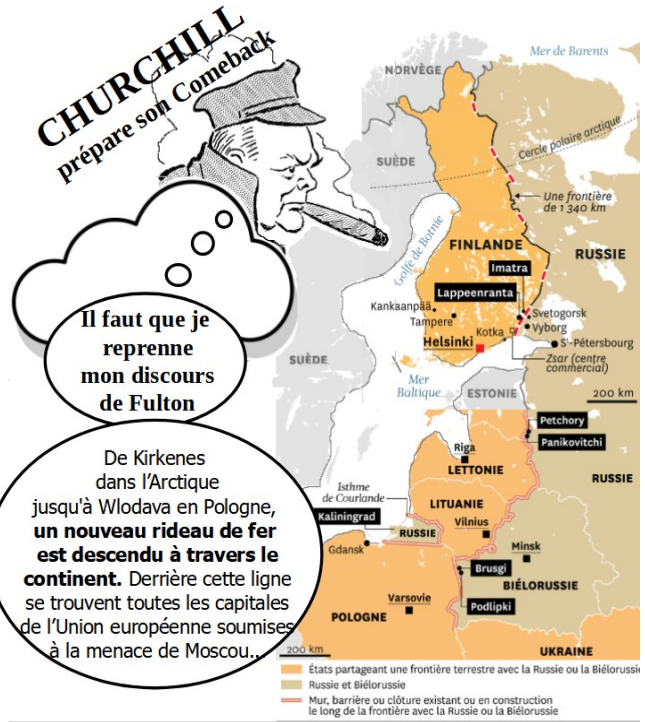
En visite à Kiev vendredi 20 septembre dernier, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a apporté un soutien à l'Ukraine. « Je suis heureuse d'annoncer que l'UE va prêter 35 milliards d'euros » proposer un plan de « préparation à l'hiver » pour soutenir l'Ukraine face à Poutine, selon **La Tribune** du 21 septembre 2024. Elle l'avait annoncé : sa future commission « sera plus géopolitique ». En juillet, elle avait dénoncé la politique d'« apaisement » de Viktor Orban vis-à-vis de Vladimir Poutine (**RTL Info**). Une façon de prévenir l'extrême droite plus représentée au Parlement et plus encline à s'accommoder avec la Russie. Ursula ne veut pas s'accommoder avec Poutine. Comme en atteste sa réélection, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen a su faire reconnaître ses talents lors des dernières crises internationales : le « plan de relance européen post-Covid-19, les achats en commun de vaccin, le soutien financier et militaire à l'Ukraine, le Pacte vert, la régulation numérique du Digital Service Act », ont été appréciés.

Mais sa propension à occuper la scène a contribué selon **Le Monde** du 24 octobre 2023, à obérer la confiance que certains États lui portaient, ainsi qu' à contrarier ses partenaires institutionnels. Charles Michel, adversaire personnel et accessoirement président du Conseil européen, a vu souvent sa présence occultée sur les photographies officielles !

Son style de gestion centralisée, son manque de transparence et son approche autoritaire, en fait une dirigeante lointaine qui limite les contacts avec les citoyens. Ses décisions ou prises de parole seraient, d'après **Le Monde** du 24 octobre 2023, souvent « irréflechies, autocratiques », prises sans véritable consultation des Vingt-Sept. Ainsi la signature des « accords UE-Tunisie sur l'immigration » a fait réagir. L'UE et la Tunisie ont rendu public un protocole d'accords couvrant des sujets allant de la migration à la coopération économique. "En ces temps d'incertitudes géopolitiques, il est important d'approfondir la coopération avec nos partenaires stratégiques", a déclaré la responsable allemande, sans répondre aux questions de la presse. Et moins encore aux griefs légitimes portant sur le non respect des droits humains en Tunisie ! D'après **Le Monde** du 24 octobre 2023,

« les motifs d'exaspération [...] se multiplient ces derniers jours ». La démission quasi « imposée » de Thierry Breton le 16 septembre de son poste de commissaire européen est un dernier exemple de sa gouvernance. Ce dernier, dans **Le Monde** du 1 octobre 2023, explique que « sa démission a été imposée » par Ursula Von der Leyen aux autorités françaises. Il décèle dans ces pratiques une quête de leadership européen : « Ce n'est pas de moi qu'il s'agit mais du rôle de la France et de sa place dans l'Europe » et peut-être dans le monde, sachant que Thierry Breton est l'acteur principal du Digital Service Act.

Les défis sont désormais nombreux pour la nouvelle présidente : faire approuver sa nouvelle équipe par le Parlement européen. Selon **Le Monde** du 19 février 2024, les commissaires alignés politiquement au sein du PPE, souvent considérés comme des « yes men », illustrant le virage droitier au sein de la Commission. Cette évolution pourrait influencer sur les prochains enjeux que l'Europe doit affronter, « qu'il s'agisse de l'immigration, la transition écologique et l'élargissement de l'UE à l'Ukraine » ■ **Alyssa Bludau et Nora Diarrassouba**



Partie de Risk® à l'Est : l'Europe muscle ses frontières

Avec l'invasion de l'Ukraine, les frontières de l'Europe orientale se militarisent dans la crainte d'une offensive russe. L'UE se penche (enfin) sur l'ampleur de la menace...

Une menace russe qui s'intensifie à l'Est. Depuis le 24 février 2022, la Russie de Vladimir Poutine a lancé une offensive contre l'Ukraine, intensifiant les craintes des pays voisins. Les Pays Baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie), la Pologne mais également la Finlande et la Norvège se sentent particulièrement menacés. Ces nations arment leurs frontières et adaptent leurs stratégies de défenses. De plus, « depuis 2022, le pouvoir russe ne reconnaît plus les frontières historiques avec la Lituanie et la Finlande en mer Baltique », rapporte **Atlantico** le 29 mai 2024. L'enclave russe de Kaliningrad, qui « sépare la Pologne des pays baltes », inquiète les États concernés, d'autant plus que « le corridor de Suwałki » de 80 km est le « seul passage entre la Biélorussie (et donc la Russie) » et Kaliningrad selon **Sud Ouest** du 19 mai 2024. Dans une position géographique difficile à défendre et l'attaque russe en Ukraine ayant ravivé cette vulnérabilité, ils se préparent au pire.



« Empêcher la moindre incursion des Russes sur le « sol otanien » ». L'Estonie, particulièrement vulnérable, a décidé de « renforcer la présence militaire » à sa frontière sud avec des fortifications traditionnelles. Selon **Le Monde** du 24 août 2024, une base militaire sera construite « à moins de 30 km » à la Russie, et « 600 bunkers d'ici 2026 » à la frontière. Le pays prévoit des lance-roquettes américains ayant « une portée allant jusqu'à 300 km, soit la distance entre Tallinn et Saint-Petersbourg ». Une nouvelle base doit accueillir des soldats américains dès 2025. « Nous faisons tout cela pour une seule raison : assurer la sécurité de l'Estonie et de ses alliés » souligne le ministre de la défense estonien, Hanno Pevkur Ces investissements, d'un montant de « 18 millions d'euros », font partie des « 3,4 % de son PIB (38 milliards d'euros) » consacrés à la défense estonienne. La Pologne consacre elle « 4 % de son PIB » à la défense, supérieur au seuil de 3% établi par Trump à l'OTAN, selon **La Croix** du 18 juillet 2024. Elle qui avait déjà renforcé ses « boucliers Est » avant le conflit en Ukraine « contre le flux des migrants, que les autorités biélorusses et russes orientent vers le territoire polonais », poursuit sa militarisation avec des « technologies de surveillance modernes » se protégeant de l'enclave de Kaliningrad. « Les Polonais veulent, grâce au bouclier Est, décourager une éventuelle agression russe. Il s'agit d'un programme inédit dans l'histoire de l'Europe ». De plus, d'après **Atlantico** du 29 mai, « la Finlande, la Norvège, la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie » « projettent un mur de drones » pour surveiller, lutter contre les drones ennemis et déployer des « drones d'attaques ».

Une réticence qui diminue. Cette militarisation vise à « protéger l'UE contre les menaces militaires et hybrides », dans le cadre d'un projet de dissuasion. Selon **Euractiv** du 27 juin 2024, les diplomates de l'UE ont enfin commencé à estimer le projet après « l'appel de la Pologne et des États baltes » adressé aux présidents des institutions européennes, prenant désormais conscience de l'ampleur de la menace. Cependant, en juin 2024, des doutes subsistent concernant « le financement futur de la défense de l'UE ». Selon **Atlantico** le 25 mai, « les six pays frontaliers de la Baltique à l'origine du projet « mur de drones », doivent être soutenus et rejoints par la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne », un progrès majeur car en 2021, « l'UE avait refusé, par la voix d'Ursula von der Leyen, de financer des murs à sa frontière orientale », précise **Sud Ouest** le 19 mai 2024. Cette réticence semble aujourd'hui en voie d'atténuation. ■

Valentin Douniès, Elouan Cador-Respingier et les élèves de PHGGSP 4



DES FEMMES FACE À POUTINE



POUR LES RÉFÉRENDUMS EN
GÉORGIE ET MOLDAVIE ...

Moldavie :

Oui à Maia, Non à Poutine

Salomé, l'insoumise de Tbilissi, et le rouleau compresseur russe

L'agression de l'Ukraine par la Russie n'est pas un cas isolé. En témoigne la Géorgie, ex-pays de l'URSS, qui se voit à son tour, menacée par la Russie.

« Vous n'avez pas perdu les élections ! Votre voix a été volée », ce sont les paroles de la Présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili après sa défaite aux élections législatives du 26 octobre dernier, face à *Rêve Géorgien*, un parti politique prorusse qu'elle soupçonne d'avoir truqué les élections avec l'aide de Moscou.

Une fracture politique. Depuis 2018, Salomé Zourabichvili, ancienne diplomate française, est devenue présidente de la Géorgie et espère voir son pays entrer dans l'Union Européenne. Pour cela, elle doit affronter son propre gouvernement de cohabitation, le Parti prorusse *Rêve géorgien* fondé par l'oligarque Bidzina Ivanichvili « qui dirige le pays dans l'ombre » selon *Le Monde* du 16 novembre 2023. Son premier ministre Irakli Garibachvili qui d'après *La Croix* du 17 octobre 2023 « a entrepris un lent et discret rapprochement avec la Russie » depuis 2012. Ce rapprochement est un obstacle aux ambitions de S. Zourabichvili et des 80 % de la population, qui voudraient se rapprocher de l'OTAN et surtout intégrer l'UE. La présidente a fait de nombreux déplacements en Europe « afin d'y promouvoir l'accession de la Géorgie au statut de pays candidat à l'adhésion ». S. Zourabichvili a réussi à convaincre l'UE d'accueillir la Géorgie. Le pays a désormais un statut de candidat, « une reconnaissance » européenne (*Le Monde* du 16 novembre 2023). Mais le bras de fer avec Moscou et ses partisans géorgiens s'est durci.

Le 16 octobre 2023, une procédure de destitution a été ouverte contre la présidente par son gouvernement et la Cour constitutionnelle. Elle a été accusée de « violation » de la constitution car elle s'est rendue à l'étranger sans l'accord du gouvernement. Cette tentative a échoué et S. Zourabichvili explique dans *Le Monde* du 16 novembre 2023 qu'elle subit « des menaces en permanence ».

La Russie élargit son empire. Dans la capitale Tbilissi majoritairement prorusse, Staline



D'après un dessin de Pauline Gélinaud

- natif du pays - est resté un exemple d'après *Le Monde* du 21 novembre 2023. Ses bustes sont apparus récemment dans le pays.

La Russie de Poutine a entamé un lent processus pour s'emparer de la Géorgie, depuis 2008. Elle a tout d'abord essayé d'ancrer dans les esprits que l'OTAN et « l'Europe soient perçues comme [des] menaces ». Cela fonctionne très bien chez les plus jeunes, inquiets. Mais c'est bien les Russes qui sont venus installer une base navale dans la République sécessionniste d'Abkhazie (*Courrier International* du 9 octobre 2023) et qui occupent celle d'Ossétie. Au total « 20 % du territoire géorgien » selon *Le Monde*. Depuis la guerre en Ukraine, la Russie accélère son processus et la Géorgie est plus que jamais menacée malgré la résistance de S. Zourabichvili.

La présidente Salomé a essayé de s'opposer à la très controversée loi sur les « agents de l'étranger » d'inspiration russe. Mais, malgré le veto de la présidente, les élus de *Rêve géorgien* ont eu le dernier mot pour inscrire dans la loi le texte visant les ONG et médias financés par l'étranger (*CI* du 28 mai 2024). Cela va mettre en difficulté la candidature du pays à l'UE.

Enfin, plus récemment, les élections législatives du 28 octobre 2024 qualifiées de « truquées par la main de Moscou » remettent en cause la démocratie. Salomé fait face fermement à toutes ces attaques. Une lutte sans fin attend la Géorgie pour rejoindre l'UE ■

Nora Abalhadj (TG06)

SALOMÉ, L'INSOUMISE DE TBILISSI, ET LE ROULEAU COMPRESSEUR RUSSE



15

NIET, MR POUTINE, LA RUSSIFICATION
DE LA GÉORGIE
NE PASSERA PAS PAR MOI !

La présidente moldave Maia Sandu a réussi le 20 octobre son référendum contre l'ingérence russe en Moldavie. Les électeurs ont voté en faveur d'une adhésion à l'UE.

« Une attaque sans précédent contre la démocratie ».

C'est ce qu'affirme Maia Sandu, présidente sortante de la Moldavie après la publication des résultats du référendum qui devait confirmer la volonté de ce pays d'Europe de l'Est à adhérer à



Maia Sandu
et la MOLDAVIE
ont choisi
BRUXELLES

COMMENT ÇA, LE BOURRAGE DES
URNES A DYS-FONCTIONNÉ ?!!!!
ÇA A TOUJOURS BIEN MARCHÉ
POUR MOI !!!

D'après Hergé

l'Union Européenne. En effet, les résultats du référendum comme du premier tour des présidentielles ont déçu le camp de Maia Sandu. D'après le journal *Le Monde* du 22 octobre « lundi matin, après le dépouillement de plus de 98 % des bulletins, le oui n'était que très légèrement devant, avec 50,03 % des suffrages ». En ce qui concerne les présidentielles, Maia Sandu arrive bien en tête du premier tour avec 41% des voix, mais devra affronter au second tour Alexandru Stoianoglo. Ce candidat soutenu par les socialistes pro-russes a obtenu « un score près de trois fois supérieur à celui annoncé par les sondages, avec 26 % des suffrages », précise *Le Monde*. D'après la *BBC*, la diaspora moldave a « sauvé la mise » à Maia Sandu, jugée parfois « illibérale » dans ses mesures « pour contrer l'intrusion russe » d'après ses opposants.

Mais, selon *Le Figaro* du 22 octobre, dans cette élection, il fallait aussi compter sur « un candidat bien particulier : la section 11 du FSB (le service de renseignement russe), celle qui s'occupe de la Moldavie ». En effet, l'ingérence russe lors de cette double journée de vote s'est faite plus forte que jamais.

« Ces derniers mois, le gouvernement américain, la présidente moldave Sandu, les services de sécurité moldaves et d'autres alliés et partenaires ont averti que la Russie cherchait à saper les institutions démocratiques moldaves à l'approche de l'élection présidentielle et du référendum sur l'adhésion de la Moldavie à l'UE », avait indiqué le porte-parole du conseil de sécurité nationale américain John Kirby dans son briefing du 15 octobre, rapporte *Le Monde*. Ces techniques de déstabilisation politique de la part de Moscou ont ainsi pris la forme d'achat de « 300 000 voix » par des groupes criminels selon Maia Sandu, de propagande intense et de création de « listes de gens (en définissant leur nom, adresse, numéro de téléphone, date de naissance, métier, inclination politique) dans le but de cibler 250 000 Moldaves. » selon *Le Figaro*.

Si Maia Sandu est qualifiée pour le second tour et le « oui » à l'Europe, « le score décevant du camp pro-européen en Moldavie aura un écho régional et va servir les intérêts du Kremlin, estime Dionis Cenusă, expert associé au Centre d'études de l'Europe de l'Est à Vilnius » dans *Le Monde*. En effet, ce pays parmi les plus pauvres d'Europe se trouve depuis la guerre en Ukraine tiraillé entre un gouvernement « résolument tourné vers l'Union européenne » et l'influence russe qui « possède un puissant levier de pression avec ses fournitures de gaz et de nombreux relais dans le monde politique » d'après *Le Monde*. ■

Iness Malki



Kaja Kallas, "la Dame de fer" anti-poutine

L'Estonienne Kaja Kallas vient d'être nommée haute représentante de l'UE en politique étrangère. Connue pour sa fermeté face à Poutine et son soutien à l'Ukraine, elle incarne la résistance face aux menaces russes.

Elle sera la voix diplomatique de l'UE dans le monde...et face à Poutine. Kaja Kallas, ancienne première ministre estonienne (2021-2024) a été choisie au lendemain des élections européennes de juin dernier au poste de haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Elle va pouvoir exprimer son opposition à Poutine, qui lui vient de loin.

Avocate de profession et activiste anti-poutine, son engagement se nourrit à la fois de son histoire personnelle et nationale. Fille et petite-fille de déportés, -« Trois femmes de sa famille, dont sa mère, à l'âge de 6 mois ont été déportées en 1949, victimes des grandes purges stalinienne »-, cette histoire familiale a forgé son caractère, expliquent **Les Échos** du 25 janvier 2024. Son père Siim Kallas a été Premier ministre de l'Estonie.

Frontalier de La Russie, le pays a été occupé par l'Union soviétique jusqu'en 1991. Cela impacte sa posture. Comme Première ministre « elle était connue pour sa position ferme face au Kremlin », rappelle **Radio France** du 28 juin 2024.

Les Échos rappellent qu'en 2021 elle avait fait annuler un Sommet UE-Russie annoncé par Merkel et Macron en leur disant : « Un sommet pour quoi faire ? On a toujours dit qu'on n'aurait pas de sommet avec Poutine, tant qu'il n'aurait pas rendu la Crimée ».

En Estonie, elle a fait retirer les monuments de l'ère soviétique. Depuis, Poutine l'a mise sur la liste des « personnes recherchées » par la Russie. Son avis est tranché et déterminé : « Si j'entends cet argument selon lequel je serais une provocation pour la Russie, alors je rétorque que nous laissons trop de pouvoir à la Russie pour nous dicter nos décisions » déplorait-elle lors d'un interview de **L'Express**, publié le 21 octobre 2023. Selon elle « ce que Vladimir Poutine craint par-dessus tout, c'est la démocratie. Il veut démontrer que ce système ne marche pas.

C'est pourquoi il mène une guerre conventionnelle, de l'ombre [dans divers domaines] pour déstabiliser les sociétés démocratiques » rapporte **L'Express**. Elle explique que si le conflit « ne se termine pas par l'échec de Moscou, il y aura d'autres guerres sur notre continent, ce que personne ne veut », ajoute **Libération** du 14 Novembre 2023. Les pressions européennes ont permis d'amputer le budget russe d'un tiers et Moscou ne peut plus emprunter à l'étranger. Si les Européens établissent des sanctions plus fermes, alors la Russie pourra perdre pied.

Elle est pro-ukrainienne : « [Chaque soir] depuis deux ans, à Tallin, les couleurs du drapeau ukrainien sont projetées sur la façade [...] du Siège du Gouvernement, une bâtisse néoclassique héritée de la Russie impériale [...] devenue le symbole de la solidarité européenne » précisent **Les Échos**.

Pour elle, « La Russie a déjà perdu, car ils n'ont pas atteint leurs objectifs. L'armée russe est mécontente. Mais tout dépendra encore de la vigueur de notre soutien militaire et financier à l'Ukraine qui se bat pour l'Europe » relate **L'Express**. Elle est persuadée, qu'en cas de défaite de l'Ukraine, Moscou n'hésitera pas à envahir les États Baltes pour tester la cohésion de l'Otan et de l'alliance Atlantique.

L'Europe aide financièrement et sécuritairement Zelenski. « [Elle] veut trouver un moyen légal pour débloquer les avoirs gelés pour indemniser l'Ukraine », rapporte **L'Express**. Elle a lancé l'idée d'émettre des eurobonds pour renforcer l'industrie ukrainienne. Elle « a besoin sur le plan militaire de davantage de munitions. Sur le plan politique, d'une pression constante sur la Russie », complète **L'Express**.

Dès janvier 2024, sa candidature était évoquée pour qu'elle devienne haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. C'est chose faite depuis juin. L'Estonie a perdu sa Première ministre mais l'Europe a trouvé une voix forte. Depuis le temps où elle était eurodéputée (2014 -2018), elle parle toujours de l'Europe en ces termes : « L'UE a toujours été pour moi synonyme d'espoir, d'avenir, de coopération, d'unité, de rendre l'impossible possible » (**RFI** le 3 mai 2024). ■

Paola Valanchon (TG09)



LA KALLAS, LA VOIX ANTI-POUTINE DE L'UE



Ioulia « Navalny » continue la lutte

Depuis la mort du célèbre résistant russe Alexeï Navalny le 16 février dernier, sa femme Ioulia Navalnaïa a repris le flambeau de son mari défunt. Malgré son exil et les menaces bien réelles du Kremlin, elle est désormais la dernière femme russe à tenir tête à Poutine.

Alexeï Navalny, était le plus grand opposant à Poutine dans son pays. L'avocat avait régulièrement dénoncé le régime russe, en réalisant des documentaires sur la corruption du pouvoir ou encore sur des détournements de fonds publics. Il avait été condamné en 2013 par le régime. Cette peine avait un but politique précis, l'empêcher de se présenter aux élections présidentielles. En 2020, il avait été empoisonné et s'était exilé à Berlin avec sa famille pour s'y faire soigner. Les services secrets russes (FSB) ont clairement été incriminés dans cette affaire. En 2021, Navalny est retourné courageusement en Russie. Dès son arrivée, il a été immédiatement emprisonné. Le 16 février 2024, on apprenait sa mort suspecte dans le camp du grand Nord où il avait été interné par le régime.

Sa femme Ioulia Navalnaïa, dont le lieu de résidence est tenu secret pour des raisons de sécurité, n'était pas destinée à une carrière en politique « mais tout a basulé avec la disparition tragique d'Alexeï », « Ioulia, qu'elle le veuille ou non, devient une figure politique », souligne la politologue Tatiana Stanovaïa, dans **Le Figaro** du 20 février 2024.

En effet cette économiste de formation ne se destinait pas à devenir une personnalité politique, mais elle a toujours été le premier soutien de son mari dans son combat contre Poutine. Et depuis sa mort, elle est presque la seule figure d'une opposition russe à Poutine avec Vladimir Kara-Mourza, compagnon de lutte de Navalny, récemment réfugié en France.

Son premier combat est de dénoncer la mort de son mari, ce qu'elle a fait devant le Parlement européen le 26 février 2024. Elle y a accusé publiquement « Vladimir Poutine d'être le responsable » du meurtre de son mari. Elle l'a même qualifié de « mafieux sanguinaire [...] chef d'une organisation criminelle » dit **Radio France** le 28/02/2024. Navalnaïa organise également des actions contre Poutine en Russie, via des canaux Telegram. Et elle dénonce régulièrement les actions de Poutine via les réseaux sociaux.

Ce qu'il lui a valu d'être sur la liste des personnes recherchées par le Kremlin. « La Russie accuse l'opposante en exil, Ioulia Navalnaïa, de participation à un groupe extrémiste » précise le **Huffpost** du 09/07/2024. C'est pour cela qu'elle se cache, puisque même si elle n'est plus en Russie, la dernière opposante russe court toujours un danger et Poutine l'a dans son viseur. Mais Ioulia continue car elle « veut vivre et construire une Russie libre » (**Le Figaro** du 20 février 2024) ■ **Paolo Bailly (TG06)**

ELENA à BUCAREST. Au moment où nous mettons sous presse, en Roumanie, la candidate proeuropéenne Elena Lasconi à l'élection présidentielle affronte le prorusse Calin Georgescu dont les bons résultats au 1^{er} tour viennent d'être invalidés par la Cour constitutionnelle pour ingérence russe (6/12/24)



Trump-Musk : Amour Ouf ou intéressé ?

L'élection de Donald Trump a secoué aussi le monde de la Tech. Au cours de cette élection, Elon Musk, célèbre milliardaire californien, a apporté son soutien au candidat républicain avec le succès qu'on sait. Dans quel(s) but(s) ?

L'image d'un Musk hystérique aux côtés de Donald Trump lors d'un meeting en octobre avait de quoi surprendre. Mister « Technoking » (son surnom dans le domaine de la tech) n'a pas toujours eu les mêmes penchants politiques. Elon Musk a eu des prises de position changeantes au cours des dernières élections étasuniennes. Lors des élections de 2016 et 2020 il avait soutenu les candidats démocrates dans leur course à la présidentielle face au candidat polémique. Le milliardaire de la tech a brutalement changé d'avis et s'est rapproché de Donald Trump en lui donnant 45 millions de \$ par mois pour sa campagne. Ce qui n'a pas changé, c'est son goût du libéralisme, de l'innovation et de l'absence de contraintes : c'est un libertarien. Son choix risqué a payé.

ACTUELLEMENT, SUR TOUS VOS ÉCRANS



En effet, dès le mois d'août dernier, Trump promettait un poste de ministre au fondateur de Paypal [voir l'encadré ci-contre]. « Je suis prêt à servir » lui répondait Musk sur son réseau

Arrestation de Pavel Durov : les États reprennent la main sur les libertariens ?

Le 24 août dernier, Pavel Durov, fondateur de Telegram et défenseur de la confidentialité en ligne, a été arrêté à Paris. Coup porté aux libertés ou coup d'arrêt aux activités dangereuses pour la démocratie d'un libertarien de la Tech ?

Pavel Durov, patron de la messagerie cryptée Telegram, souvent surnommé le « Zorro » ou le « Matrix » du numérique » en raison de ses tenues noires, a été interpellé lors d'une escale à l'aéroport du Bourget, près de Paris. Mis en examen, il a été interrogé pendant quatre jours par la Justice française précise Le Figaro du 29 août 2024. Il est depuis sous contrôle judiciaire.

Ce qu'on lui reproche ? « Le refus de communiquer aux gouvernements qui en font la demande les données relatives aux activités de sa plateforme et l'absence de modération » rapporte Courrier International du 11 septembre dernier.

Cette arrestation a été réalisée dans le cadre d'une enquête internationale concernant l'utilisation de Telegram par des groupes menaçant la sécurité nationale : ce réseau, avec ses fonctionnalités de cryptage avancé, est au cœur des tensions entre libertés individuelles et contrôle étatique.

Depuis sa création en 2013, Telegram s'est imposé comme un outil de communication privilégié pour des millions d'utilisateurs. Grâce à son cryptage de bout en bout, la plateforme est souvent utilisée par des journalistes, des militants et des citoyens ordinaires cherchant à échapper à la surveillance gouvernementale. Cependant, cette même confidentialité a aussi attiré des critiques. Certains États reprochent à Telegram d'être un refuge pour des activités illégales.

Franco-russe, Pavel Durov a longtemps fait de Telegram une entreprise nomade d'une cinquantaine d'employés « dans sa volonté d'indépendance vis-à-vis des États » (Libération du 26 septembre 2024). Un jour à Paris, le lendemain à Dubaï ou à Moscou, Durov était presque insaisissable.

Il a reçu le soutien immédiat d'Elon Musk sur son réseau X et même d'Edward Snowden, célèbre lanceur d'alerte au lendemain son arrestation. Elle pouvait donc servir aux défenseurs de la démocratie. En effet, « la plateforme était prise par

les soutiens du dissident Alexei Navalny », principal opposant de Poutine avant son arrestation et sa mort suspecte en prison rappelle Libération du 1^{er} septembre 2024. De nombreux Ukrainiens s'en servent parmi lesquels le président Zelensky lui-même. Mais elle est utilisée aussi par de nombreux comptes prusses qui diffusent de fausses informations pour saper le soutien à l'Ukraine. Durov fait feu de tout bois.

Elle est surtout au service de « tous les types de hors-la-loi (pédocriminels, trafiquants de stupéfiants, terroristes...) » et est « devenue l'épicentre des activités extrémistes en ligne, que ce soit pour diffuser des théories du complot ou organiser des émeutes », rapporte Courrier International du 11 septembre 2024. Elle a été utilisée par les terroristes du Bataclan et les partisans de Trump lors de l'assaut du capitole. Les États semblent réagir. « Au total, 31 pays ont interdit la plateforme » précise Libération.

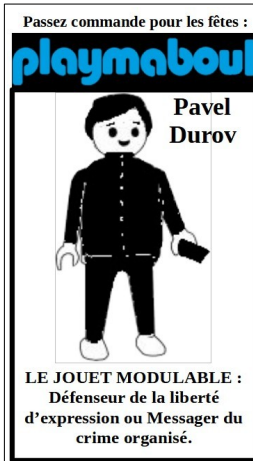
« Nous ne compromettrons jamais la sécurité de nos utilisateurs, même sous pression », affirmait

« *Nous ne compromettrons jamais la sécurité de nos utilisateurs, même sous pression* », affirmait

« *Nous ne compromettrons jamais la sécurité de nos utilisateurs, même sous pression* », affirmait

Pavel Durov dans une interview à The Guardian en 2021. C'est ce que lui reprochent les États aujourd'hui. Les demandes de gouvernements visant à limiter le cryptage se multiplient. Cette arrestation pourrait marquer un tournant pour l'avenir de Telegram. « Le cas Durov montre que personne n'est à l'abri des jeux de pouvoir internationaux », souligne un article de The New York Times publié le 25 août 2024. Mais, en nommant Elon Musk ministre en novembre 2024, Trump donne un autre signal ■

(d'après Christopher Kandjia)



social X (ancien Twitter). Les positions de Musk en terme de politique semblent fortement liées à l'intérêt qu'on porte à ses affaires. En effet, le patron de Tesla, comme d'autres grands investisseurs de la Silicon Valley, a été séduit par le choix de J. D. Vance comme vice-président républicain. Cet ancien Marines, devenu un grand investisseur de la Tech, « a rendu extatique une partie de la Silicon Valley » selon La Tribune du 23 juillet en proposant une régulation allégée dans ce domaine.

Le milliardaire de la Tech fait partie des « effective accelerationnists », un mouvement réunissant des personnalités comme Peter Thiel, l'autre fondateur de Paypal ou Steve Bannon, ex-conseiller de Trump tout juste sorti de prison : « les plus fervents défenseurs du développement sans frein de l'intelligence artificielle » selon La Tribune du 23 juillet 2024. Musk s'inscrit pleinement dans ce mouvement en critiquant vivement les réglementations mises en place par Biden comme son décret d'octobre 2023 pour une « IA sécurisée, sûre et de confiance ». Le credo de Musk : une pleine liberté d'investir, d'innover et de

MUSK : les mauvaises odeurs d'Elon



produire. Aussi, il a annoncé le départ de ses entreprises de l'État trop démocrate de Californie pour le Texas plus républicain. Et quand le Commissaire de l'UE, Thierry Breton, lui envoie un message pour qu'il modère son

influence politique, il lui répond aimablement « Fuck your own face » (Le Monde du 13 août 2024) . La victoire de Trump aux élections du 5 novembre dernier a bénéficié de l'aide apportée par Musk lors de sa campagne. le milliardaire a insufflé un second souffle à sa campagne alors mise en difficulté par la « Kamala-Mania » selon Libération du 13 août 2024. Pour ce faire, il a par exemple offert un nouvel espace de parole à l'ancien président en lui permettant de restaurer son compte sur X, alors qu'il en avait été banni pour désinformation. Musk a organisé un dialogue en direct avec Trump sur son réseau social X. L'occasion pour le candidat de rappeler sa promesse de « la plus grande déportation de l'histoire » des États-Unis, en affirmant faussement que l'afflux massif de migrants sous l'administration Biden a fait augmenter la criminalité. « Nous avons des gens qui affluent comme si c'était une (...) apocalypse zombie », a renchéri Elon Musk raconte La Tribune du 13 août 2024. Depuis novembre, les deux hommes semblent ne plus se quitter et « s'entretiennent régulièrement par téléphone » selon Valeurs Actuelles du 20 août 2024, se déplacent et apparaissent ensemble dans les médias. Jusqu'à quand la lune de miel ? ■ Théo Bancarel (TG10)

Révolution sur Seine, la France se réinvente en direct !

A travers une cérémonie d'ouverture audacieuse et symbolique, les Jeux Olympiques de Paris 2024 sont devenus le théâtre d'une mise en scène de l'histoire et des valeurs françaises, entre tradition, modernité et inclusion. Un événement qui suscite admiration et controverses, témoignant de la puissance culturelle de la France et de sa capacité à réinventer son roman national.

En ouvrant les Jeux Olympiques 2024 à Paris, la France a cherché à montrer au monde une image d'audace et de modernité, en s'appuyant sur son roman national tout en s'ouvrant à des valeurs nouvelles. La cérémonie, qualifiée de « mémorable » par le média américain CNN (cité par Le Télégramme du 28 juillet 2024), a été marquée par une mise en scène inattendue où se mêlaient des références historiques revisitées et des éléments de culture contemporaine. Le choix de mettre en avant des icônes de la musique actuelle, comme Aya Nakamura et Lady Gaga, a permis de casser les codes habituels des cérémonies olympiques. De plus, La Croix du 26 juillet 2024 rappelle que « pour la première fois, la cérémonie olympique prend place hors d'un stade », cela symbolise une volonté d'innover, d'incarner une France tournée vers l'avenir, qui ne craint pas de moderniser ses traditions, finalement un pays en constante (r)évolution.

Sous la direction artistique de Thomas Jolly, cette cérémonie s'est aussi appuyée sur des références marquantes de l'histoire nationale, telles que la Révolution française, mais avec une touche décalée. L'Humanité du 29 juillet 2024 décrit une scène d'ouverture empreinte d'un ton « drôlatique » que Jolly présente comme une « Révolution » auprès de Thomas Bach, Président du Comité International Olympique (CIO). Cette « Révolution » s'est notamment vue quand Gojira, groupe de métal français s'est associé à la chanteuse lyrique Marina Viotti pour interpréter le célèbre chant révolutionnaire français « Ah ! Ça ira » dans une version

**Pas très académique...
...mais tellement inclusif !**



Aya Nakamura et la Garde Républicaine

« décoiffante » d'après La Croix du 26 juillet 2024. Le directeur artistique réinterprète ce moment fondateur pour le réanimer d'un esprit de « diversité », qu'il « ne cesse de défendre » comme le rapporte Midi Libre du 24 juillet. Ce recours à une imagerie symbolique, combiné à des éléments culturels modernes, reflète une certaine volonté de concilier l'héritage de liberté et d'égalité de la Révolution avec les enjeux actuels de diversité et de droits humains. Une séquence de cette cérémonie restera « marquante » selon La Croix du 26 juillet 2024, celle des statues de femmes françaises pionnières dans leur domaine. Ainsi sont sorties de la Seine dix statues dont celles d'Olympe de Gouges, Simone Veil en passant par Gisèle Halimi notamment, rendant un bel hommage à ces femmes qui, bien trop souvent, ont été mises de côté dans l'histoire.

Toutefois, cette mise en scène audacieuse n'a pas été sans critiques. Certains médias soulignent les tensions générées par cette vision renouvelée de l'histoire nationale. C'est le cas de L'Opinion du 26 juillet 2024 qui évoque les réactions négatives de l'extrême droite, notamment face à l'intégration de symboles LGBT+ dans la cérémonie. Le porte-parole du RN, Julien Odoul décrit ainsi l'ouverture des Jeux Olympiques comme « un saccage pour la culture française », Marion Maréchal quant à

elle s'excuse auprès des « chrétiens du monde entier qui (...) se sont sentis insultés par cette parodie drag queen de la Cène » allant même jusqu'à dire : « ce n'est pas la France qui parle mais une minorité de gauche prête à toutes les provocations ». Ainsi Thomas Jolly clarifiera ses intentions le lendemain de la cérémonie auprès de Ouest France du 27 juillet 2024 : « Il n'y a chez moi aucune volonté de provocation mais une offre de liberté ». Cependant, Le Quotidien d'Oran écrira tout de même le 1^{er} août 2024 que cette cérémonie montre une « perte morale » et une société qui « à force de tout tolérer finit par tout accepter ». Pour L'Express du 30 juillet 2024, cette réinvention audacieuse de la France représente une « défaite cinglante » pour ceux qui voient dans le passé une stabilité, face à une vision de la France plus ouverte, mais aussi plus fragmentée. C'est pourquoi le directeur artistique se réjouira, déclarant : « Nous sommes plus nombreux à vouloir bien vivre ensemble, mais nous sommes moins bruyants...sauf hier soir ».

Au-delà des clivages, la cérémonie a aussi été saluée pour son potentiel d'influence politique. Selon Libération du 17 septembre 2024, Paris 2024 s'impose comme « une leçon politique [...] radicale », montrant une France qui fait le choix de la tolérance, se posant en modèle pour les autres nations. Dans cette optique, la cérémonie devient un outil de soft power, où la culture et l'art sont mis au service d'un message global de liberté et de droits humains.

Si cette mise en scène du roman national peut sembler audacieuse, elle témoigne d'une France qui ose se réinventer, non sans contradictions. Ce projet mêle à la fois une réappropriation de symboles historiques et une ouverture vers des valeurs progressistes, montrant une nation qui tente de concilier son passé avec les aspirations de sa jeunesse et les défis de l'époque. En revisitant son histoire avec un regard neuf et inclusif, la France s'offre à voir comme un modèle en matière de droits et de liberté, tout en rappelant que l'identité est un équilibre délicat entre héritage et innovation ■

Tom Boirivant et Aénor Benoist

En scène à La Cène sur Seine !

Une pyrotechnie de critiques nationales et internationales a éclaté au lendemain des cérémonies d'ouverture des JO. Tant en France qu'à l'étranger, les polémiques ont pris une ampleur inégalée sur les réseaux sociaux et contribué à polariser plus que nécessaire des opinions déjà bien tranchées.

Avant même la cérémonie d'ouverture, des inquiétudes étaient formulées concernant un possible piratage des images diffusées venant de la Russie rappelle Radio France Internationale le 22 juillet 2024. Finalement, aucun incident de ce genre n'a été signalé et les cérémonies ont pu se dérouler comme prévu. Pour autant, d'autres événements ont déconcerté et pris au dépourvu de nombreux spectateurs. Un tableau de la cérémonie représentant des drag-queens, avec en son centre Philippe Katerine peint en bleu et pour le moins court vêtu, a été perçu comme une parodie de « la Cène », représentant le dernier repas de Jésus avec ses apôtres et immortalisée par la célèbre œuvre de Léonard de Vinci. Pour bon nombre de pays, la diffusion en direct a été interrompue à ce moment-

là, précisément, à l'instar de la Turquie. Recep Tayyip Erdogan, président turc, a fermement condamné non la « parodie de la Cène » mais au sein de cette dernière la propagande LGBT+ présentée comme une dernière attaque occidentale dont l'objectif vise à « corrompre » la jeunesse : « en utilisant l'influence internationale des Jeux Olympiques, nos êtres les plus innocents, nos enfants, ont été visés de manière dégoûtante » a-t-il déclaré, rapporte Midi Libre du 30 juillet 2024. Si le monde musulman, oriental et proche-oriental, s'est offusqué de la cérémonie, le tableau perçu comme étant celui de la Cène, a suscité des critiques en Occident, émanant majoritairement de forces politiques d'extrême-droite qui ont cru percevoir une raillerie du christianisme. Aux États-Unis, Le Figaro du 30 juillet 2024 nous rapporte les paroles tenues par Donald Trump : « j'ai trouvé que ce qu'ils ont fait, c'était une honte » nous assène ici l'homme d'affaires soignant par là-même son électorat évangéliste mais aussi les catholiques latinos. En Europe, des réactions similaires ont eu lieu, en Bulgarie notamment, nous annonce le 20 minutes du 30 juillet 2024 : « suite à la

cérémonie, le parti d'extrême droite a fait voter un amendement interdisant la « propagande » LGBT au sein des écoles ». En France, la critique a aussi trouvé un écho. Dans Valeurs Actuelles du 27 juillet 2024, Marion Maréchal qui bien que ne dissimulant pas son attachement au traditionalisme chrétien, a déplacé la critique sur un terrain politique : « il ne s'est pas agi lors de cette cérémonie de transgression artistique mais bien de subversion politique », faisant ainsi référence au travail de l'historien Patrick Boucheron, un des principaux créateurs de la cérémonie. Aya Nakamura chantant du Edith Piaf et la décapitation de Marie-Antoinette ont été particulièrement dénoncés par les chantes de l'extrême-droite. Beaucoup de bruit pour rien puisque Thomas Jolly, le directeur artistique des cérémonies, a du reste démenti le caractère parodique de « la Cène ». Par ailleurs, dans l'hexagone la cérémonie aurait presque fait l'unanimité, nous rapporte Libération du 12 août 2024 : 85% des français ont jugé la cérémonie d'ouverture réussie.

Jade Bonneau, Lucie Bonnin, Valentine Champion, Angélique Descoubes, Juliette Henaff, Mathis Noyelle--Mathieu

Jeux paralympiques 2024 :

« Un truc en moins mais des médailles en plus »

Les Jeux paralympiques de Paris ont relevé le défi de mélanger des performances sportives impressionnantes et un fort engagement pour l'inclusion, et de changer le regard sur le handicap, tout en faisant de cet événement un moment spécial pour la France.

Les Jeux Paralympiques de Paris 2024, du 28 août au 8 septembre ont été une opportunité unique de promouvoir l'inclusion et de célébrer les capacités des athlètes. Avec 4 400 participants de 160 pays, cet événement a mis en avant les performances sportives tout en transmettant un message fort sur l'accessibilité et la diversité. Les organisateurs et les athlètes voulaient créer un environnement où chaque différence soit valorisée et où chacun ait sa place.

Béatrice Hess, nageuse paralympique emblématique, insiste sur l'importance d'utiliser le sport pour éduquer les jeunes. Les jeux «doivent d'abord servir à l'éducation, dans le sens où il est possible pour chacun de nous, de faire quelque chose si on a envie de le faire. Rien n'est impossible.» (Le Figaro du 26 août 2024), espérant que les Jeux laissent un héritage positif pour l'accessibilité. Au-delà de la compétition, l'événement visait à sensibiliser le public aux talents et aux parcours divers des athlètes. « L'héritage, il est lié à l'éducation au sport plus importante. Personne ne doit rester sur le banc de touche. Tout le monde a le droit, en fonction de ses capacités, de son âge, de faire du sport à sa manière, pour son plaisir. » rapporte Le Figaro du 26 août 2024.

La cérémonie d'ouverture «était intitulée « Paradoxe » et a emmené le spectateur de la « discorde » à la « concorde »» précise Actu.fr du 28 août 2024 pour souligner les ambiguïtés d'une société qui prône l'inclusion mais peine parfois à intégrer pleinement les personnes en situation de handicap. « La cérémonie est aussi faite pour déranger. Elle porte un message extrêmement fort d'inclusion. » rapportait Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports démissionnaire dans Actu.fr. **Tony Estanguet**, président du Comité d'organisation soulignait la nécessité de « changer de regard » sur le handicap. « Ce soir, a-t-il dit aux athlètes, vous nous invitez à changer de regard, à changer d'attitude, à changer de société, pour enfin donner toute sa place à chacun. » (Le Monde du 30 août 2024), rappelant que cet événement est l'occasion de rassembler autour de valeurs communes comme la solidarité, l'égalité et le respect.

L'équité sportive était également au cœur des préoccupations des organisateurs. « Le système s'est amélioré, les médecins sont davantage formés. Le sentiment d'inéquité de traitement, parfois présent auparavant, a largement diminué. » précisait le Pèlerin du 29 août 2024. Cela aide à bâtir la confiance des athlètes et des spectateurs.

Les athlètes français, étaient prêts à exceller, gagnant plus de médailles que lors des précédents Jeux. « Avec 11 médailles d'or, la France a déjà égalé son total de titres acquis à Tokyo il y a trois ans. » d'après France Inter du 4 septembre 2024. Des disciplines moins connues, comme le cécifoot, la boccia et le goalball, commencent à recevoir plus d'attention, mettant en avant les compétences uniques des athlètes et soulignant l'importance de la diversité dans le sport.

Enfin la mascotte des Jeux, une Phryge paralympique non genrée, symbolise l'inclusivité et la diversité. Ce symbole audacieux montre que le sport est ouvert à tous, peu importe l'identité de genre. « Car au-delà d'être une compétition sportive, les



Une mascotte « genre » non genrée

Jeux paralympiques sont aussi une compétition entre personnes qui ont une histoire, un vécu incroyable.» confie Joachim Rondin dans Le Point.fr du 30 août 2024.

Ainsi, Paris 2024 n'a pas été seulement une célébration des performances sportives. En fin de compte ces Jeux ont représenté une promesse pour un monde plus juste et inclusif, où chaque individu est reconnu pour ses talents et ses contributions ■

Léna et Maëlle

Le marathon de l'inclusion : la communauté LGBTQIA+ aux JO

En 2024, alors que les JO ont voulu promouvoir l'inclusion, la question de la représentation LGBTQIA+ au sein des compétitions reste centrale. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés en faveur de la visibilité et de l'acceptation, des critiques persistent !

Les organisateurs des JO 2024 ont annoncé plusieurs mesures pour garantir une ambiance et un environnement plus inclusifs. Le CIO a d'ailleurs adouci certaines règles pour permettre une meilleure inclusion des athlètes transgenres. Dans l'article du Monde du 5 juillet 2024, on pouvait lire : « Les JO de Paris 2024 veulent être une référence unique et mondiale pour l'inclusion ». Le CIO a mis en place des critères de sélection qui prennent en compte l'identité de genre des athlètes, sans les soumettre à des tests hormonaux qui les discriminaient. C'est un grand pas en avant pour la reconnaissance de la diversité et des identités dans le sport ! Ces ajustements ont rendu les Jeux plus accessibles et montrent que l'acceptation passe par des actions concrètes, et non de simples déclarations. En plus de ces nouvelles règles en faveur des LGBTQIA+, un nouvel espace leur a été dédié : la Pride House, un lieu inédit pour la communauté, qui symbolise une avancée dans le sport. « La Pride House devient un lieu d'éducation et de soutien pour sensibiliser aux enjeux LGBTQIA+ », selon Libération de janvier 2024. Les avancées envers l'acceptation de cette nouvelle communauté ne s'arrêtent pas là. En effet, dans Le Monde du 29 juillet 2024, on précise que « les athlètes peuvent choisir des tenues adaptées à leurs convictions et leurs besoins sans forcément suivre les codes stricts ». Cette évolution concerne des sports comme le beach-volley et le judo. Sud Ouest du 27 juillet 2024, montre que les JO 2024 ont également permis de redéfinir les valeurs classiques du sport, « affirmant que, indépendamment de son orientation ou identité sexuelle, de son genre ou de sa condition physique ou sociale, chaque personne a sa place ». L'objectif était aussi de poursuivre la lutte contre l'homophobie, la transphobie, le racisme ou encore le sexisme. Du reste, la mascotte est non genrée : pas de rose pour l'une et de bleu pour l'autre, comme l'indique Le Point du 30 août 2024. Le directeur du design de Paris 2024 explique : « On voulait représenter et défendre quelque chose de très important : l'inclusivité, l'olympisme et le paralympisme. »

Mais des réticences persistent concernant la manière dont cette communauté est perçue et traitée, comme le souligne Sud Ouest du 27 juillet 2024 : « la société a encore du mal à imaginer qu'un grand joueur de foot puisse être gay ». Par ailleurs, les réactions internationales face à la représentation LGBTQIA+ aux JO ne sont pas positives. En Bulgarie, la cérémonie d'ouverture des JO a provoqué une réponse négative des autorités politiques qui ont voté un amendement « interdisant la propagande des LGBTQIA+ dans les écoles » selon le journal Libération du 7 août 2024. Aux États-Unis et en Russie, selon Le Monde du 2 août 2024, les dirigeants conservateurs et religieux ont décrit la cérémonie parisienne comme l'expression du « wokisme » le plus débridé, « une honte », une « promotion de l'homosexualité », voire un « outil de perversion » pour le président turc R. Erdogan.

Les JO de Paris 2024 marquent tout de même un tournant important dans la lutte pour un sport plus inclusif. Pourtant, des résistances persistent. Il est clair que l'acceptation des personnes LGBTQIA+ dans le sport, à l'échelle mondiale, est encore un chemin semé d'embûches.

Cloud Sarah, Chiasson Lea, Belghoul Marwa



TÉMOIGNAGE : Louise est entrée à Sciences Po



Pour moi tout a commencé à partir d'une conversation avec ma mère avant la rentrée de seconde. J'étais en train de réfléchir à ma vie après le lycée, elle a évoqué Sciences Po (je n'en avais pas entendu parler auparavant) et j'ai retenu cette possibilité dans un coin de ma tête. En première, l'HGGSP m'a confortée dans mon idée, j'aimais la dimension très actuelle de la matière et j'ai commencé à m'intéresser aux relations internationales et à l'actualité. En terminale j'ai donc suivi la prépa Sciences Po au lycée. Au début je ne comprenais pas les différents moyens d'accès aux différents campus. En fait il y a deux voies d'entrée : en passant un oral (comme pour Bordeaux ou Paris) ou en passant un écrit, le Concours commun (comme son nom l'indique il permet de se présenter à 7 Sciences Po en même temps). J'ai passé le Concours commun en avril, avec au programme du jour 3 épreuves : questions contemporaines, histoire et langues. J'ai aussi passé l'oral à Bordeaux mais je n'ai pas été sélectionnée ensuite. C'est pour

ça que je suis aujourd'hui à Sciences Po Lille mais je n'ai aucun regret. Je suis reconnaissante car j'avoue que je nourrissais pas beaucoup d'espoir de réussir. J'ai donc retenu une leçon : même quand on n'est pas sûr du résultat, il faut toujours essayer et croire en soi.

Je ne m'attendais pas à me sentir aussi entourée en arrivant ici. L'année a commencé par deux semaines d'intégration le temps de nous expliquer le fonctionnement de l'école et d'introduire les différentes matières. C'était aussi deux semaines festives grâce aux soirées d'intégration tous les soirs organisées par les deuxièmes années.

Ensuite les cours ont commencé et ce que qui me plaît beaucoup c'est qu'ils sont divers ce qui ouvre de multiples débouchés dans la vie mais ce qui permet aussi de ne pas se spécialiser tout de suite dans un domaine en particulier et d'avoir plus de temps pour réfléchir et développer son projet d'étude car pour ma part je ne sais pas encore ce que j'aimerais faire (et d'ailleurs je me sens compte que je ne suis pas la seule !) En effet je fais du droit, de l'histoire, de l'économie, de la science politique et aussi des langues vivantes.

Une autre chose que j'aime beaucoup ici, c'est la vie de l'école. Au-delà des cours, il y a toujours des conférences organisées avec des invités experts qui traitent de sujets très divers mais toujours en lien avec l'actualité. La vie associative et sportive est aussi très riche : associations humanitaires, de journalisme, culturelles, d'art oratoire, de simulation de l'ONU,... Bref impossible de s'ennuyer !

Louise Loterie (ancienne élève. Bac 2024)

Marine travaille pour une ONG environnementale

A l'occasion de la COP29, Marine Pouget, responsable de la gouvernance internationale au sein du Réseau Action Climat (R.A.C.), porte avec conviction la lutte pour une transition écologique et sociale face aux enjeux climatiques mondiaux.



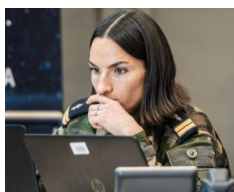
Marine Pouget a débuté son cursus au lycée Dautet à La Rochelle dans une section ABIBAC. Elle a ensuite intégré l'I.E.P. de Lille en section franco-allemande. Elle a pu ainsi faire ses études en alternance entre Lille et Munster en Allemagne. Après son bachelors elle suit le master « conflits et développement » avec un intérêt pour les questions humanitaires et climatiques. En fin de Master elle effectue un stage au « foyer Lataste », un orphelinat installé au Cambodge géré par une association franco-cambodgienne. C'est là que son engagement contre le changement climatique s'affirme. Pour elle, c'est une des causes premières à la détresse des habitants des pays pauvres, car ce sont eux qui en souffrent les premiers. De retour en Europe elle est embauchée par l'ONG allemande de lutte contre le réchauffement climatique : Germanwatch. Elle est alors chargée de monter des projets au Maghreb en association avec les ONG locales. En 2020, elle rejoint le Réseau Action Climat (R.A.C.), une coalition de 37 associations nationales et locales dédiées à la défense du climat. Au sein du R.A.C., Marine est responsable de la gouvernance internationale du climat, un poste qui exige de coordonner, d'unifier les dires des membres du réseau, en particulier lors des événements tels que les COP. Avec sa collègue Gaïa, elle s'assure que les positions des associations soient alignées afin de maximiser leur influence. Son engagement ne se limite pas aux négociations : Marine milite aussi pour que la transition climatique intègre une justice sociale, en incluant les femmes, les minorités et les communautés mises à l'écart dans les politiques environnementales même si plusieurs pays comme la Russie ou l'Arabie saoudite s'y opposent. La COP29, qui a eu lieu en Azerbaïdjan, a rassemblé presque tous les pays du monde, soit 197 États, elle s'est focalisée sur la finance climat, un sujet particulièrement sensible. Les pays en développement, frappés violemment par le changement climatique alors qu'ils n'en sont pas responsables, réclament un soutien financier accru pour mener leur transition écologique. Pourtant, les pays riches freinent l'élan collectif puisqu'ils ne semblent pas avoir respecté leurs engagements financiers. Marine souligne que « les besoins sont bien plus élevés que les 100 milliards promis à la base en 2020 ». Outre les enjeux de la finance climat pour Marine Pouget et le RAC la conférence est également un espace de dialogue qui représente une opportunité majeure pour faire passer des messages forts en faveur d'une transition équitable, tout en dénonçant les blocages et la résistance qu'ont les États les moins engagés. ■

Charly Honoré et Eva Moudoulaud.

Justine est juriste du Droit de l'Espace

L'espace est au cœur des ambitions géopolitiques. Mais tout espace a besoin de règles, de lois, de droit. Un nouveau métier se développe : juriste de l'espace.

Le métier de juriste de l'espace se développe de plus en plus grâce à la multiplication des activités spatiales de la France. L'évolution et l'innovation en font un secteur plein d'enjeux notamment militaires. L'armée est une des sources d'emploi dans ce nouveau secteur. Elle recrute sous forme de contrat à durée déterminée de 4 ans des spécialistes du domaine. « Un juriste d'entreprise c'est comme un avocat qui n'a qu'un seul client : son employeur », il doit souvent se spécialiser afin de mieux convenir aux objectifs de l'entreprise. Dans le privé, le salaire moyen d'un débutant s'élève aux alentours de 2300€ par mois selon le site « métiers du spatial ». Justine évoque son métier qui a des « implications aussi bien nationales qu'à l'international ». Elle présente son parcours : Sur le site du Ministère des armées, la commissaire Justine, **juriste de droit international et du droit de l'espace dans l'Armée de l'air et de l'espace. Après le Bac, elle a effectué une licence de droit privé (3 ans) puis a enchaîné avec un Master 1 en droit international (1 an) puis elle a suivi**



son Master 2 en droit et management du transport aérien (dont la seule université à le proposer est la **faculté d'Aix en**

Provence) doublé d'un diplôme d'études supérieures en assurance aérienne et spatiale la même année.

Selon deux délégués du Centre National des Études Spatiales (CNES), il est « nécessaire d'encadrer juridiquement les activités se déroulant dans un nouvel espace » afin de permettre la « viabilité à long terme des activités spatiales ». La France, qui préfère une approche multilatérale se doit de se munir en juristes spécialisés dans ce domaine.

Ainsi si « l'entraide, le sens de l'honneur, la droiture, l'engagement et l'adaptabilité » sont des valeurs qui vous sont chères, rejoignez le commissaire Justine

D'AUTRES PISTES D'ORIENTATION

dans notre brochure sur le site du lycée [www.lycee-valin.fr/formations/enseignements de spécialité / HGGSP](http://www.lycee-valin.fr/formations/enseignements-de-specialite/HGGSP)

Orienter
les élèves de Spécialité

HGGSP Histoire-Géographie, Géopolitique, Sciences Politiques
Les métiers et formations liés aux thèmes de la spécialité



COOL! WOW! YEEES! **Nos dessins DLC** GOOPS WTF?! NOOOO!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, nos projets non aboutis...

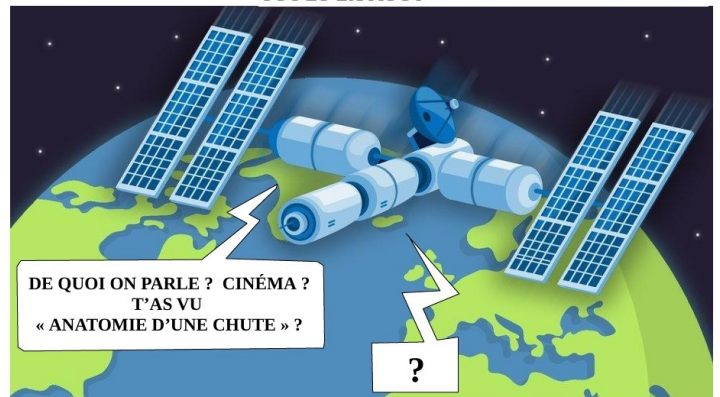


Y' en a MAR-A-GOGO!

GÉOPOLITICUS est toujours à la recherche de dessinateurs.

Amateurs ou élèves d'Arts plastiques, si vous voulez participer au prochain numéro, contactez MM. Bonnafous, Lhuintre ou Mignonnaud.

BFMTV. ISS: L'ÉQUIPAGE DU STARLINER DE BOEING POURRAIT RESTER BLOQUÉ DANS L'ESPACE JUSQU'EN AOÛT

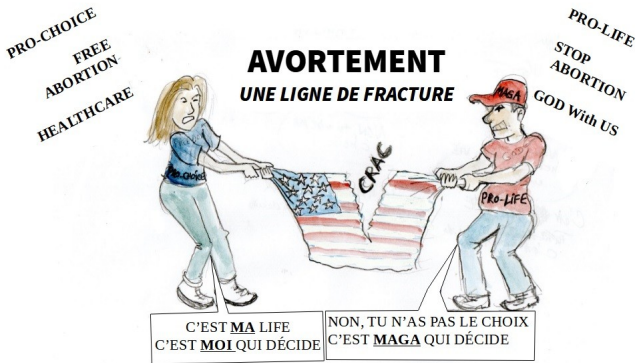


COOL! WOW! YEEES! **Nos dessins & DLC** GOOPS WTF?! NOOOO!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, nos projets non aboutis...



GAME OF DRONES



AVORTEMENT
UNE LIGNE DE FRACTURE

C'EST MA LIFE NON, TU N'AS PAS LE CHOIX
C'EST MOI QUI DÉCIDE C'EST MAGA QUI DÉCIDE



Un dessin de Maële Chouin



KAMALA A RI, DONALD A PLEURÉ



Tous les dessins et montages, DLC ou pas, signés ou pas, sont des créations originales de la rédaction de GEOPOLITICUS.

Tous ces dessins, seront exposés au CDI en juin, dans notre exposition :
LA VALISE DIPLOMATIQUE EN CARTOONS

